

UNIVERSITÉ - ÉCONOMIE

Cap sur 5 000 projets innovants à l'horizon 2030

Numérisation massive, essor de l'entrepreneuriat étudiant et intégration de l'intelligence artificielle : telles sont les priorités de la rentrée universitaire 2026-2027 définies, samedi, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, lors de la Conférence nationale des universités. Cette feuille de route, élaborée dans le sillage des orientations du président de la République, vise à faire de l'université algérienne un acteur majeur de l'économie du savoir et de la souveraineté scientifique et technologique. P 3



INCENDIES DE FORÊT **Les sinistrés « seront indemnisés avant la rentrée sociale »**

L'État s'emploie à accélérer la prise en charge des victimes des récents incendies de forêt qui ont touché plusieurs wilayas du pays. En déplacement dans la nuit de jeudi à vendredi dans la commune de Beni Mouhli, relevant de la daïra de Beni Ourtilane (wilaya de Sétif), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé que l'opération d'indemnisation des sinistrés couvrira l'ensemble des dommages enregistrés, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

P 2

DÉCLARATION DE LA MONNAIE AUX FRONTIÈRES **De nouvelles mesures publiées au Journal officiel**

De nouvelles mesures relatives à la déclaration de la monnaie aux frontières par les voyageurs ont été publiées au Journal officiel (JO) n 51. Il s'agit d'un arrêté signé par le ministre des Finances le 12 mai dernier, modifiant et complétant l'ancien arrêté daté du 20 juillet 2026 qui fixe les modalités de déclaration de la monnaie et le modèle de déclaration.

P 3

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES **L'Etat mise sur une logistique intégrée**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, appelle à fédérer les efforts pour améliorer la chaîne d'exportation et faciliter l'accès des produits algériens aux marchés extérieurs. Le développement d'une infrastructure logistique dédiée aux opérations d'exportation s'impose désormais comme l'un des principaux leviers de la stratégie nationale de diversification économique.

P 5

DIRECTION DE DISTRIBUTION SONEGAS
 DE BOLOGHINE - ALGER

25 cas d'atteinte au réseau électrique enregistrés durant cette période estivale P 2

LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE L'A SOULIGNÉ DEPUIS BÉNI ABBÈS

Le projet «Sud-Sud» renforcera la sécurité hydrique des wilayas du Sud P 3

ELLE AVAIT ATTEINT 45,8 MILLIARDS DE M³ À FIN MAI 2026

La production algérienne de gaz grimpe de 6 % P 16

PROTECTION CIVILE
Extinction de 91
incendies sur un total de
103 en 24 heures

Les services de la Protection civile sont parvenus, au cours des dernières 24 heures, à éteindre 91 incendies sur un total de 103, indique samedi un bilan de la Direction générale de la Protection civile. Concernant les incendies de forêts, de maquis, de broussailles, de récoltes et de palmeraies, les services de la Protection civile sont parvenus, au cours des dernières 24 heures jusqu'à 07h00, à "éteindre 91 feux sur les 103 recensés", précise la même source. Les éléments de la Protection civile "poursuivent leurs efforts pour l'extinction des 12 autres incendies dans les wilayas de Souk Ahras, Skikda, Bouira, El Tarf, Constantine, Saïda, Mila, Bordj Bou Arréridj, Béjaïa et Jijel", ajoute la même source. Dans la wilaya de Souk Ahras, "l'incendie touche actuellement les communes de Merahna, Haddada et Sidi Fredj", a fait savoir la Protection civile, précisant que "plusieurs familles dans les communes de Sidi Fredj et Haddada ont été évacuées à titre préventif, avec le déploiement d'un dispositif de protection sur le terrain".

MEILLEURE START-UP
Ouverture des
candidatures pour le Prix
du Président de la
République

Le ministère de l'Economie et de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a annoncé, vendredi dans un communiqué, l'ouverture des candidatures pour la première édition du Prix du président de la République de la meilleure start-up, et ce, jusqu'au 23 août prochain. La compétition est ouverte aux porteurs de projets innovants, aux start-up d'excellence et aux scale-up prometteuses, précise le communiqué, ajoutant que les candidats souhaitant postuler peuvent accéder à la plateforme numérique dédiée exclusivement à cet effet: (startupoftheyear.dz) pour consulter les conditions de participation, les critères d'évaluation et les autres détails relatifs au concours. Les travaux soumis seront évalués par un jury indépendant, composé d'experts en technologie et en innovation, d'Algérie et de l'étranger, ajoute le communiqué. La récompense financière est de 3 millions DA pour la meilleure "scale-up", de 2 millions DA pour la meilleure "start-up" et de 1 million DA pour "le meilleur projet innovant".

APS

INCENDIES DE FORÊT

Les sinistrés «seront indemnisés avant la rentrée sociale»

L'État s'emploie à accélérer la prise en charge des victimes des récents incendies de forêt qui ont touché plusieurs wilayas du pays. En déplacement dans la nuit de jeudi à vendredi dans la commune de Beni Mouhli, relevant de la daïra de Beni Ourtilane (wilaya de Sétif), le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé que l'opération d'indemnisation des sinistrés couvrira l'ensemble des dommages enregistrés, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Synthèse Z.R.

Le ministre a précisé que les indemnisations porteront aussi bien sur les pertes agricoles que sur les dégâts subis par les habitations, le mobilier et les autres biens des familles touchées par les feux de forêt. Il a assuré que les opérations de compensation interviendront avant la rentrée sociale, une fois le recensement des dommages achevé. Accompagné du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, ainsi que des autorités locales, M. Sayoud s'est rendu auprès des familles des victimes des incendies afin de leur présenter les condoléances du président de la République. À cette occasion, il a renouvelé la solidarité de l'État envers les familles endeuillées et les personnes affectées par cette catastrophe, affirmant que les pouvoirs publics poursuivront leur accompagnement à travers toutes les formes de soutien matériel, social et psychologique nécessaires.

Recensement national des dégâts

Le ministre a rappelé que des instructions présidentielles ont été adressées à l'ensemble des walis des wilayas concernées afin d'engager immédiatement le recensement exhaustif des dégâts occasionnés par les incendies de forêt à travers le territoire national. Cette opération permettra d'évaluer avec précision les pertes subies par les citoyens, notamment dans les secteurs agricole et résidentiel, afin d'assurer une indemnisation conforme à la réalité des dommages. M. Sayoud a également salué la mobilisation des autorités locales, des services de sécurité, de la Protection civile, des associations de la société civile et des citoyens, qui poursuivent leurs efforts en coordination avec les walis des wilayas touchées jusqu'à l'extinction définitive de tous les foyers d'incendie. En marge de cette visite, le ministre a donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité humanitaire et médicale destinée aux populations sinistrées. Cette initiative comprend la distribution de vêtements, de couvertures, de colis alimentaires ainsi que d'équipements médicaux, notamment des fauteuils roulants et des tensiomètres. L'opération est organisée par la Direction de l'action sociale et de la solida-

rité (DASS) de la wilaya de Sétif, en coordination avec les services de la wilaya, l'Agence de développement social (antenne régionale de Béjaïa) ainsi que les cellules de proximité de solidarité des wilayas de Sétif, Bordj Bou Arréridj et Béjaïa.

Les préoccupations des citoyens à l'écoute

Au cours de son déplacement, le ministre de l'Intérieur a également rencontré les habitants de la commune de Beni Mouhli afin d'écouter leurs préoccupations et leurs doléances. Il s'est engagé à transmettre leurs requêtes aux autorités compétentes et à veiller personnellement à leur suivi, conformément aux orientations du président de la République, réaffirmant que l'État restera pleinement mobilisé aux côtés des populations affectées jusqu'au retour à une situation normale. Cette visite ministérielle traduit la volonté des pouvoirs publics d'assurer une prise en charge rapide des conséquences des incendies de forêt, tant sur le plan humain que matériel, tout en accélérant les mécanismes d'indemnisation afin de permettre aux familles sinistrées de retrouver des conditions de vie normales dans les meilleurs délais.

APS

ENERGIE

Réparation de la panne technique du réseau électrique de haute tension à l'est d'Alger

Le ministère de l'Energie et des Energies renouvelables a annoncé, vendredi dans un communiqué, la réparation, dans un délai record, d'une panne technique ayant affecté, ce matin, le réseau électrique de haute tension sur la ligne Ain Taya-El Hamiz (est de la wilaya d'Alger). L'opération s'est déroulée "dans de bonnes conditions d'organisation, marquées par une parfaite coordination de terrain entre les différents

acteurs, favorisant ainsi la rapidité dans l'exécution des travaux et le parachèvement des interventions techniques avec succès", souligne la même source. A cet effet, le PDG de Sonelgaz-distribution, Djelloul Rebboud, a souligné que les travaux "ont été accomplis avec succès", grâce à la mobilisation de tous les moyens humains et matériels, depuis les premières heures de la journée, notamment à travers une brigade

conjointe entre "Sonelgaz-distribution" et "Sonelgaz-Transport électrique". Ainsi, la ligne est a été remise en service avec le rétablissement progressif de l'alimentation automatique des clients en énergie électrique, ajoute le même responsable. Pour sa part, le PDG de Sonelgaz Transport-électricité et Opérateur système, Omar Amtout, a indiqué que les travaux ont été réalisés avec succès pour la ligne électrique reliant Ain Taya et Alger-Est, pour le

transport de l'électricité avec près de 1000 ampères (60 kilovolts). La panne technique induite par une hausse record des températures avec la forte pression qui s'en est suivie sur le réseau électrique a impacté l'alimentation en énergie électrique au niveau de plusieurs communes à l'est de la wilaya d'Alger, suscitant une intervention rapide pour sa réparation, a-t-on rap-

DIRECTION DE DISTRIBUTION SONELGAZ DE BOLOGHINE – ALGER

25 cas d’atteinte au réseau électrique enregistrés durant cette période estivale

Par Z.R.

Les services de la Direction de distribution de Bologhine (Alger) ont enregistré 25 cas d'atteinte au réseau électrique au cours de cette période estivale. Les infractions les plus courantes concernent le vol d'électricité et les raccords illicites sans compteur, a précisé un communiqué de la Direction de distribution. Elles incluent également les travaux de terrassement ayant provoqué l'endommagement des câbles souterrains en raison

d'un manque de coordination lors des travaux de voirie ou de réalisation de réseaux d'assainissement, ainsi que les actes de vandalisme visant les postes de transformation et les constructions érigées à proximité des couloirs de sécurité des lignes moyenne et basse tension. La Direction de distribution de Bologhine a également indiqué que l'alimentation en électricité a été rétablie dans l'ensemble des communes relevant de son périmètre de compétence, notamment à Bouchaoui 3, Chéraga et Ouled Fayet, après les incidents techniques

enregistrés récemment. Malgré ces circonstances exceptionnelles, « les équipes de la Direction n'ont ménagé aucun effort pour préserver la stabilité de l'alimentation électrique de tous les abonnés, grâce à la mobilisation de l'ensemble des ressources humaines qualifiées et des moyens matériels mis à leur disposition ». En dépit du nombre très élevé de dommages subis par les installations à la suite de la récente vague de chaleur et de la forte charge supportée par les postes de transformation, les équipes techniques et admi-

nistratives de la Direction de distribution de Bologhine ont travaillé sans relâche, ajoute la même source, à travers des interventions intensives et de longues heures de travail, afin de réparer l'ensemble des pannes enregistrées sur le réseau. « Aujourd'hui, le réseau électrique fonctionne dans des conditions de stabilité totale », assure la Direction de distribution de Bologhine, tout en réaffirmant qu'elle demeure pleinement mobilisée pour assurer la continuité du service et le confort de ses clients.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNIVERSITÉ -ÉCONOMIE

Cap sur 5 000 projets innovants à l’horizon 2030

Numérisation massive, essor de l'entrepreneuriat étudiant et intégration de l'intelligence artificielle : telles sont les priorités de la rentrée universitaire 2026-2027 définies, samedi, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, lors de la Conférence nationale des universités. Cette feuille de route, élaborée dans le sillage des orientations du président de la République, vise à faire de l'université algérienne un acteur majeur de l'économie du savoir et de la souveraineté scientifique et technologique.

Par Selma R.

À cette occasion, le ministre a réaffirmé la volonté de son département d'engager l'université dans une nouvelle phase de développement, fondée sur l'intelligence artificielle, l'innovation, l'entrepreneuriat, la qualité de la formation et l'ouverture internationale. Une démarche qui traduit l'ambition des pouvoirs publics de placer la recherche scientifique, les compétences nationales et les technologies émergentes au cœur de la stratégie de développement du pays. Dans son allocution d'ouverture, Kamel Baddari a souligné que « l'université algérienne entre dans une nouvelle étape », reposant sur trois piliers complémentaires : une université intelligente, une université entrepreneuriale et une université productrice de savoir et de richesse. Selon lui, ces orientations permettront de renforcer la souveraineté scientifique et technologique de l'Algérie tout en faisant de l'enseignement supérieur un véritable moteur du développement économique et social. L'une des principales innovations de cette rentrée concerne l'intégration de l'intelligence artificielle dans les pratiques pédagogiques. Le ministère prévoit ainsi le déploiement d'un assistant virtuel intelligent destiné à accompagner chaque étudiant dans la construction d'un parcours d'apprentissage personnalisé. Cet outil analysera les compétences, les aptitudes ainsi que les objectifs académiques et professionnels de l'étudiant afin de l'orienter vers les unités d'enseignement les plus adaptées à son profil. Les enseignants bénéficieront également de nouveaux outils reposant sur l'intelligence artificielle. Le secteur prévoit le développement d'un grand modèle linguistique (LLM) dédié à la communauté universitaire, capable de générer automatiquement des exercices, des activités péda-

gogiques et des contenus de formation. Ce dispositif sera complété par des systèmes intelligents d'évaluation des réponses des étudiants afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de renforcer l'efficacité des apprentissages. « L'intelligence artificielle n'est plus un simple outil technologique, elle devient un partenaire dans l'amélioration de la formation universitaire », a indiqué le ministre, estimant que cette évolution permettra d'offrir un enseignement davantage personnalisé, performant et mieux adapté aux mutations du monde professionnel. Cette transformation numérique s'inscrit dans une stratégie plus large visant à rapprocher l'université du tissu économique et à accélérer la valorisation des résultats de la recherche scientifique. Kamel Baddari a ainsi rappelé l'objectif fixé à l'horizon 2030, consistant à mettre sur le marché national 5 000 produits innovants « Made in Algeria » issus des laboratoires universitaires. Chacun de ces produits devra être accompagné de la création d'une startup, d'une très petite entreprise (TPE) ou d'une filiale universitaire (spin-off), afin de transformer les innovations scientifiques en valeur économique. Dans cette même dynamique, la deuxième édition du programme « ProtoMarket » constitue l'un des principaux instruments de soutien à l'innovation. Ce dispositif accompagnera les étudiants porteurs de projets à travers des financements compris entre 1 million et 2 milliards de dinars, leur permettant de développer leurs prototypes jusqu'au produit final et d'obtenir, à terme, le label « Startup ». Le financement de l'innovation universitaire franchit également une nouvelle étape avec la création de la première société d'investissement en capital-risque au sein de l'Université d'Alger 3 et le lancement du premier Fonds commun de placement à risque (FCPR) en Algérie.

Le ministre a annoncé la création de quatre autres fonds de ce type avant la fin de l'année afin de garantir un financement durable des projets innovants portés par les étudiants et les chercheurs. Les travaux de la Conférence nationale des universités ont permis de dresser un bilan des progrès accomplis en matière d'assurance qualité. Cinq établissements universitaires ont obtenu la certification internationale ISO 9001:2015 dans les domaines de la formation et de la recherche scientifique. Kamel Baddari a, à cette occasion, appelé les universités à poursuivre leurs efforts afin d'améliorer leur positionnement dans les principaux classements internationaux. L'ouverture de l'université algérienne sur son environnement international figure également parmi les priorités du secteur. À ce titre, 77 conventions de jumelage ont été signées entre établissements universitaires. Parallèlement, la plateforme « Study in Algeria » a permis l'accueil de 1 500 nouveaux étudiants internationaux issus de 34 pays. Pour le ministre, cette dynamique renforce l'attractivité de l'université algérienne tout en contribuant à la génération de revenus en devises pour l'économie nationale. Les œuvres universitaires poursuivent, de leur côté, leur modernisation. Selon les données présentées lors de la conférence, 2 283 pavillons d'hébergement ont été rénovés sur un total de 3 283. Dans le même temps, la numérisation des services de restauration universitaire, engagée depuis le mois d'avril, a permis de réaliser des économies estimées à plusieurs milliards de dinars par mois. Cette réforme contribue à rationaliser les dépenses, à améliorer la qualité des repas et à rehausser les prestations offertes aux étudiants, illustrant ainsi la volonté du secteur de moderniser l'ensemble de son écosystème.

DÉCLARATION DE LA MONNAIE AUX FRONTIÈRES

De nouvelles mesures publiées au Journal officiel

De nouvelles mesures relatives à la déclaration de la monnaie aux frontières par les voyageurs ont été publiées au Journal officiel (JO) n 51. Il s'agit d'un arrêté signé par le ministre des Finances le 12 mai dernier, modifiant et complétant l'ancien arrêté daté du 20 juillet 2026 qui fixe les modalités de déclaration de la monnaie et le modèle de déclaration. Selon le nouveau texte, la déclaration de la monnaie doit être effectuée "par écrit", par les voyageurs, à l'occasion de leur entrée ou de leur sortie du territoire national, auprès du bureau des douanes d'entrée ou de sortie. La déclaration de la monnaie est soussrite conformément au modèle du formulaire mis à la disposition des voyageurs par les services des douanes lequel doit être dûment rempli et signé par l'intéressé, selon l'arrêté qui précise qu'elle fait également l'objet d'enregistrement et de suivi par les services des douanes. "Les voyageurs souscrivent la déclaration de la monnaie essentiellement par voie électro-

nique avant l'arrivée au bureau des douanes", précise encore la même source. Outre les billets de banque, les pièces de monnaie, les moyens de paiement au porteur, les effets de commerce, les autres valeurs et titres de créance négociables au porteur ou endossables, la déclaration concerne également les métaux précieux et pièces précieuses détenus par les voyageurs. Concernant les voyageurs non résidents exportant des montants importés et non utilisés en Algérie, ils doivent présenter auprès du bureau des douanes la déclaration de la monnaie soussrite à l'entrée, visée par un guichet de la Banque d'Algérie, un guichet d'une banque intermédiaire agréée et/ou un bureau de change, constatant les opérations de change effectuées durant leur séjour en Algérie, selon le même texte. Les agents des douanes peuvent demander aux voyageurs toutes informations ou tous documents jugés utiles relatifs notamment à l'origine et à la destination des montants et

des valeurs transportés. S'agissant des bases de données des déclarations de monnaies, elles doivent reprendre toutes les informations figurant dans les déclarations soussrite par les voyageurs notamment l'identité et l'adresse du voyageur en Algérie ou à l'étranger, les documents de voyage en possession du voyageur, les montants des monnaies et des valeurs déclarés. S'ajoute à cela, le lieu de souscription de la déclaration, la destination et la provenance du voyageur, l'origine et la destination des montants et des valeurs déclarés, le bénéficiaire et le destinataire effectifs des montants et des valeurs déclarés. Les données contentieuses concernant les fausses déclarations, les montants et les valeurs non déclarés et les cas de non respect des obligations déclaratives commises par les voyageurs sont également insérées dans ces bases de données.

R E.

LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE L'A SOULIGNÉ DEPUIS BÉNI ABBÈS
Le projet “Sud-Sud” renforcera la sécurité hydrique des wilayas du Sud

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a mis en avant, hier à Béni Abbès, l'importance stratégique du projet de transfert d'eau Sud-Sud, considéré comme l'un des principaux leviers destinés à consolider la sécurité hydrique dans les régions du Sud. Lors de l'inspection du projet de transfert d'eau potable reliant la région de Zghamra à la ville de Béni Abbès, effectuée dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a souligné que l'un des principaux programmes inscrits au titre du secteur porte sur la réalisation de l'étude du projet stratégique "Sud-Sud". Ce projet de grande envergure prévoit un transfert d'eau sur un linéaire d'environ 1.300 km, reliant les wilayas de Bêchar, Béni Abbès et Tindouf. Il vise à renforcer l'interconnexion hydraulique des wilayas du Sud, à mobiliser des ressources en eau supplémentaires pour accompagner le développement urbain et économique de la région, et à garantir un approvisionnement durable en eau potable. A cette occasion, M. Bouzegza, accompagné du wali de Béni Abbès, Ali Moulay, a insisté sur la nécessité d'accélérer les travaux du projet de transfert d'eau depuis Zghamra et de respecter les délais de réalisation. L'objectif est de permettre aux habitants de Béni Abbès de bénéficier de cette infrastructure dans les meilleurs délais, afin d'améliorer l'alimentation en eau potable, de renforcer la qualité du service public et de répondre à la demande croissante en cette ressource essentielle. Le ministre a également assisté à une présentation sur la situation du secteur de l'hydraulique dans la wilaya, exposée par le directeur local de l'hydraulique. Cette communication a porté sur les ressources en eau disponibles ainsi que sur les différents programmes et projets de développement en cours. Dans son intervention, M. Bouzegza a affirmé que le secteur de l'hydraulique accompagne la dynamique de développement que connaît la wilaya, marquée par une expansion urbaine et une croissance démographique soutenues. Il a souligné que cette évolution impose un renforcement des efforts pour satisfaire une demande en eau en constante augmentation, saluant au passage les progrès enregistrés par la wilaya et appelant à une mobilisation de l'ensemble des acteurs afin de préserver cette dynamique.

R E.

MONNAIES

Le marché des changes insensible aux nouveaux droits de douane de Trump

Les variations sont mesurées sur le marché des changes vendredi, au lendemain de l'imposition par Washington d'une salve de nouveaux droits de douane visant ses principaux partenaires commerciaux, et malgré le net recul des cours du pétrole. Vers 18H50 GMT, le billet vert grappillait 0,06% à la monnaie unique européenne, à 1,1370 dollar pour un euro, et se maintenait face à la devise japonaise, à 163,86 yens comme la veille. Depuis le début de journée, une soixantaine d'économies voient une surtaxe de 10% ou 12,5% s'appliquer à un certain nombre de leurs produits entrant aux Etats-Unis. Le peso mexicain parvient même à reprendre 0,24% à la monnaie américaine, à 17,48 pesos pour un dollar. La semaine prochaine sera marquée par une nouvelle réunion de la banque centrale américaine (Fed). Celle-ci devrait aboutir à un cinquième statu quo consécutif, maintenant les taux directeurs entre 3,50% et 3,75%0. APS

MATIÈRES PREMIÈRES

Le marché du cacao soutenu par des récoltes prometteuses

Les cours du cacao ont baissé cette semaine avec l'attente d'une production plus forte en Indonésie cette saison. L'Organisation internationale du cacao estime que la production indonésienne de cacao devrait atteindre 220.000 tonnes en 2025/26, contre 200.000 en 2024/25. Par ailleurs, des analystes estiment que les deux principaux producteurs mondiaux de cacao, la Côte d'Ivoire et le Ghana, devraient bénéficier "d'avverses et d'orages au cours de la semaine prochaine", ce qui pourrait être important avant "un temps probablement plus sec en août". Le phénomène climatique naturel El Nino, pourrait notamment "retarder ou réduire la quantité de précipitations saisonnières" en août et septembre, estime l'analyste. La tonne de cacao négociée à New York, pour livraison en septembre, évoluait à 5.381 dollars, contre 5.533 dollars il y a sept jours à la clôture. A Londres, la tonne de cacao pour livraison le même mois valait 4.026 livres vendredi, contre 4.096 livres une semaine plus tôt en fin de séance.

R E.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

La demande mondiale d'électricité devrait s'accélérer en 2026 et 2027

La demande mondiale d'électricité devrait continuer de croître à un rythme soutenu cette année et l'an prochain, a indiqué jeudi l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un nouveau rapport. Selon les dernières prévisions de l'AIE, la demande mondiale d'électricité devrait progresser de 3,6% en 2026, puis de 3,8% en 2027, contre 3% en 2025. La consommation mondiale d'électricité devrait atteindre 30.700 térawattheures (TWh) en 2027, contre 28.600 TWh en 2025. L'AIE attribue cette dynamique à une demande sous-jacente robuste provenant notamment de l'industrie, des appareils électriques, de la climatisation, des véhicules électriques et des centres de données. La flambée des prix du gaz a

néanmoins conduit plusieurs pays d'Asie et d'Europe à remplacer une partie du gaz naturel par du charbon. Dans le même temps, l'augmentation de la production d'électricité renouvelable a favorisé la diversification des approvisionnements dans de nombreux pays, renforçant la sécurité énergétique et amortissant les effets du choc. Selon le rapport, les énergies renouvelables devraient dépasser le charbon en 2026 pour devenir la première source mondiale de production d'électricité. Leur part dans la production mondiale devrait passer de 33% en 2025 à 37% en 2027. L'énergie solaire devrait rester le principal moteur de la croissance de l'approvisionnement mondial en électricité. La production solaire photovoltaïque de-

vrait augmenter d'environ 600 TWh en 2026 et dépasser l'éolien pour devenir la deuxième source mondiale d'électricité renouvelable, derrière l'hydroélectricité. Le rapport note également que les prix de gros négatifs de l'électricité deviennent plus fréquents sur certains marchés à mesure que la production renouvelable augmente. Ce phénomène traduit généralement un manque de flexibilité des systèmes pour des raisons techniques, réglementaires ou contractuelles. Dans ce contexte, les solutions de flexibilité, notamment le stockage par batteries et la réponse à la demande, joueront un rôle croissant dans le maintien de systèmes électriques fiables et efficaces, selon l'agence.

R E/APS

CNR

Signature d'une convention de partenariat avec le Centre Massinissa Imagerie et Diagnostic Médical

La Caisse nationale des retraites (CNR) et le Centre Massinissa Imagerie et Diagnostic Médical ont signé, jeudi à Alger, une convention de partenariat visant à permettre aux retraités et à leurs ayants droit de bénéficier de prestations médicales spécialisées à des tarifs préférentiels, indique un communiqué de la Caisse. Cette convention s'inscrit dans la politique de la CNR visant à renforcer la protection sociale des retraités, à travers "la mise à disposition de services de santé intégrés répondant à leurs besoins, s'appuyant sur des équipements médicaux de dernière génération, afin d'améliorer la qualité de la prise en charge et de faciliter l'accès aux soins spécialisés", précise la même source. Ce partenariat traduit également "la volonté de diversifier les avantages accordés aux retraités et à leurs ayants droit, à travers la conclusion de conventions avec des établissements pionniers dans différents domaines, leur permettant d'accéder à des prestations de qualité à des conditions préférentielles, contribuant ainsi au renforcement des services sociaux qui leur sont destinés". En vertu de cette convention, les retraités et leurs ayants droit bénéficient, sur prescription médicale, "de plusieurs prestations, notamment des examens d'imagerie médicale et de radiologie diagnostique, tels que l'IRM, le scanner mul-

ticoupe, la radiographie numérique, l'échographie sous toutes ses formes, la mammographie numérique et l'ostéodensitométrie, ainsi que des actes de radiologie interventionnelle et des biopsies guidées par imagerie". La convention couvre également les prestations du laboratoire d'analyses médicales, notamment les analyses de biochimie, les dosages

hormonaux et l'ensemble des examens biologiques nécessaires au diagnostic et au suivi médical, garantissant ainsi aux bénéficiaires une prise en charge médicale complète au sein d'un même établissement, conclut le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	126	140	112	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	690 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	86 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

L’Etat mise sur une logistique intégrée

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, appelle à fédérer les efforts pour améliorer la chaîne d’exportation et faciliter l’accès des produits algériens aux marchés extérieurs. Le développement d’une infrastructure logistique dédiée aux opérations d’exportation s’impose désormais comme l’un des principaux leviers de la stratégie nationale de diversification économique.

Par Réda Hadi

C’est dans cette perspective que le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a insisté sur la nécessité d’accélérer la mise en place de plateformes logistiques intégrées destinées à accompagner les opérateurs économiques et à renforcer la présence des produits algériens sur les marchés internationaux. Le ministre s’exprimait jeudi, lors d’une réunion de travail consacrée à l’examen du projet de création de plateformes logistiques d’exportation. La rencontre, organisée au siège de son département ministériel, a réuni des représentants de plusieurs secteurs et organismes concernés par les opérations d’exportation, ainsi que des représentants d’associations professionnelles et d’organisations patronales. Elle a constitué un espace de concertation destiné à examiner les conditions de concrétisation de ce projet et à identifier les solutions susceptibles d’améliorer l’accompagnement des exportateurs. Pour le ministre, la logistique constitue un maillon déterminant de toute politique d’exportation. La capacité d’une entreprise à accéder à un marché extérieur ne dépend pas uniquement de la qualité ou de la compétitivité de son produit. Elle repose également sur sa capacité à assurer, dans des délais maîtrisés et à des coûts compétitifs, le stockage, la préparation, la manutention, le transport et l’expédition de ses marchandises. Les insuffisances dans l’un de ces maillons peuvent, en effet, réduire la compétitivité du produit et limiter les possibilités d’accès aux marchés internationaux. C’est précisément pour répondre à ces enjeux que les pouvoirs publics envisagent la création de plateformes logistiques spécifiquement dédiées à l’exportation.

Ces infrastructures devraient permettre de regrouper et de rationaliser plusieurs services indispensables aux opérateurs économiques, depuis la réception et le stockage des marchandises jusqu’à leur préparation et leur acheminement vers les différents points de sortie du territoire national. L’objectif est également de renforcer la coordination entre les différents intervenants de la chaîne d’exportation. Une meilleure articulation entre les administrations, les organismes spécialisés, les opérateurs logistiques, les transporteurs et les entreprises exportatrices pourrait contribuer à réduire les délais et les coûts liés aux opérations d’expédition. Elle permettrait également d’améliorer la fluidité des procédures et de garantir une meilleure visibilité aux entreprises qui souhaitent développer leurs activités à l’international. La réunion présidée par le ministre s’inscrit ainsi dans une démarche visant à construire une vision commune et opérationnelle de ces futures plateformes. La participation des différents secteurs ministériels et organismes concernés, mais aussi des associations et organisations patronales, traduit la volonté d’associer l’ensemble des acteurs à la conception d’un dispositif répondant aux réalités du terrain et aux besoins des exportateurs. Dans son intervention, Kamel Rezig a souligné que « le développement de l’infrastructure logistique dédiée à l’exportation constitue un pilier essentiel de la stratégie nationale visant la promotion des exportations hors hydrocarbures ». Cette orientation s’inscrit dans la politique de diversification des sources de revenus du pays et de réduction progressive de la dépendance aux hydrocarbures. L’Algérie entend, à travers cette démarche, donner davantage de visibilité et

de soutien aux filières productives capables de conquérir des marchés extérieurs. Le ministre a également insisté sur l’importance de fédérer les efforts des différents secteurs et organismes concernés. La réussite du projet dépendra, selon lui, d’une approche coordonnée et participative, permettant d’éviter la dispersion des initiatives et de garantir une complémentarité entre les différentes infrastructures et services existants. Outre la construction de nouveaux équipements, l’enjeu consiste donc à mettre en place un véritable écosystème logistique au service de l’exportation. Celui-ci devra répondre aux exigences croissantes des marchés internationaux en matière de rapidité, de fiabilité, de traçabilité et de maîtrise des coûts. La compétitivité des produits algériens se joue en effet autant dans les unités de production que dans les circuits qui les relient aux consommateurs et aux partenaires étrangers. La création de plateformes logistiques intégrées pourrait ainsi constituer un outil important pour accompagner la montée en puissance des exportations hors hydrocarbures. Elle devrait notamment profiter aux entreprises qui disposent de capacités de production mais rencontrent encore des difficultés à structurer leurs opérations d’exportation. Pour le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, la concrétisation de ce projet devra se faire selon les meilleurs standards et en tenant compte des exigences des opérateurs économiques. L’objectif affiché est de créer un environnement plus favorable au développement du commerce extérieur et d’ouvrir de nouvelles perspectives aux entreprises algériennes.

LA CARTE SOCIALE NATIONALE AU CŒUR D’UNE 2^e RÉUNION DE TRAVAIL

Vers un meilleur ciblage de la politique sociale

La Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud, a présidé la 2e réunion du groupe de travail chargé d’instaurer les indicateurs et de définir les données susceptibles de constituer la base de la carte sociale nationale, en tant que référence nationale de soutien à la prise de décision publique, indique, vendredi, un communiqué du Haut-commissariat. "En application des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 21 juin dernier, consistant à charger la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre d’élaborer la carte sociale nationale avant la prochaine rentrée sociale, Mme Benmouloud a présidé, jeudi, au siège du Haut-commissariat, la 2e réunion du groupe de travail chargé d’instaurer les indicateurs et de définir les données, susceptibles de constituer la carte sociale nationale, en tant que référence nationale de soutien à la prise de décision publique", souligne la même source. La réunion a été une occasion pour "évaluer le taux d’avancement dans l’exécution des missions tracées, passer en revue ce qui a été réalisé en termes de définition des indicateurs sociaux et de collecte des données, voire de débat des aspects techniques et réglementaires susceptibles d’assurer la réalisation d’un projet répondant aux plus hautes normes de précision et de fiabilité, en affirmant l’accélération du rythme de travail et la réalisation de la coordination entre les différents secteurs concernés". Le projet de la carte sociale nationale "est l’un des projets stratégiques qui dotera l’Algérie d’une base de données sociale intégrée, ce qui contribuera à soutenir la prise de décision publique, à rationaliser l’orientation de la subvention sociale, à consacrer les principes de justice sociale et à améliorer l’efficacité des politiques publiques au profit du citoyen", précise le document. R E.

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre Saihi prône l’unification des services numériques

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a souligné, jeudi, l’importance de regrouper les services numériques proposés par les organismes du secteur au sein d’une plateforme unifiée, permettant au citoyen d’accéder à des prestations intégrées à distance. Présidant l’ouverture des travaux de la journée d’information placée sous le thème "les grandes orientations du secteur du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale en matière de transformation numérique et de souveraineté numérique", le ministre a appelé à proposer des "visions et des solutions pratiques visant à améliorer la qualité du service public et à garantir le confort de l’usager, à travers le regroupement des services numériques proposés par les différents organismes du secteur au sein d’une plateforme unifiée, permettant au citoyen de bénéficier des services numériques intégrés à distance, afin de lui éviter les déplacements vers les guichets".

A cet effet, il a souligné que la transformation numérique est "désormais une nécessité impérieuse pour l’amélioration de la qualité des services publics et de la prise en charge des usagers, à travers la simplification des procédures administratives et la réduction des délais de traitement des dossiers". M. Saihi a également indiqué que le processus de numérisation engagé par le secteur "commence à porter ses fruits, les services numériques proposés ayant suscité une large satisfaction, aussi bien auprès des citoyens que des usagers de l’administration, grâce à la mise en place de plateformes électroniques offrant de nombreuses prestations à distance". La numérisation a, en outre, contribué au "renforcement de l’efficacité de la gestion, à travers la substitution de plusieurs documents administratifs par des services numériques innovants, à l’instar de l’application de reconnaissance faciale adoptée par la Caisse nationale des retraites (CNR), permettant de simplifier les mesures de justifi-

cation de vie au profit des retraités, ainsi que d’autres applications ayant contribué à améliorer la qualité des services, à renforcer la transparence et à rapprocher l’administration du citoyen, a-t-il ajouté. A ce propos, M. Saihi a souligné l’importance d’adopter des mécanismes d’évaluation continue afin de mesurer la performance des services numériques et d’assurer leur développement, en adéquation avec les besoins des citoyens, précisant que le secteur compte actuellement "235 services électroniques". Il a également mis en avant la nécessité de "mettre en place une feuille de route claire pour parachever le processus de transformation numérique et œuvrer à augmenter le nombre de services numériques d’au moins 50 %, selon un calendrier précis fixé à fin décembre 2026". Le ministre a, en outre, mis en relief l’importance croissante de l’intelligence artificielle dans le développement de l’administration publique, devenue "un élément central dans l’amélioration des services, la sim-

plification des procédures et l’optimisation de la qualité des performances". Il a, dans ce cadre, insisté sur "la nécessité de renforcer le système de cybersécurité et d’assurer les normes les plus élevées en matière de protection technologique, afin de garantir la sécurité des données et des données à caractère personnel, de préserver la vie privée des citoyens et de consolider la confiance dans les services numériques". Il convient de rappeler que cette journée d’information a été l’occasion de présenter la feuille de route numérique du secteur, tout en réaffirmant la poursuite de l’action collective et la conjugaison des efforts pour ancrer une culture de l’innovation et de la modernisation, en vue de conforter la position du secteur parmi les secteurs nationaux pionniers dans le domaine de la transformation numérique, "en harmonie avec la vision nationale visant à édifier une administration moderne fondée sur l’innovation et les technologies nouvelles".

R E/APS

NÂAMA
Réalisation de
plusieurs projets
d'aménagement
urbain à travers les
différentes
communes

Les communes de la wilaya de Nâama connaissent une dynamique de développement soutenue, à travers la réalisation de plusieurs projets d'aménagement urbain touchant différents quartiers et agglomérations, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya. Ces projets s'inscrivent dans le cadre d'un programme global visant à revaloriser le cadre urbain. Ils comprennent la réhabilitation et l'élargissement du réseau routier, la réalisation de trottoirs, le renforcement de l'éclairage public, l'aménagement des lieux publics, la plantation d'arbres dans les espaces urbains, l'extension des espaces verts, ainsi que la création d'aires de jeux et de détente dans plusieurs quartiers des différentes communes de la wilaya. Selon la même source, ces opérations contribueront à améliorer le cadre de vie des citoyens et à embellir les villes. Dans ce cadre, les travaux d'aménagement urbain se poursuivent à Aïn Sefra, depuis l'entrée nord de la ville jusqu'à la rue Bendouma, ainsi que de la rue Bouarfa Abderrahmane jusqu'au rond-point situé sur la rue Imzi. Les travaux portent également sur la réhabilitation de la place du 1er Novembre, au centre-ville, à travers l'installation de l'éclairage public, la réalisation de trottoirs, le revêtement des chaussées, la plantation d'arbres, la pose de gazon naturel, l'aménagement des espaces publics et d'autres opérations. Dans la commune de Mecheria, les opérations d'amélioration urbaine concernent le quartier Echouhada et la rue Emir Abdelkader, ainsi que les projets d'aménagement dans le quartier El Istiklal, sur la place de l'Institut de formation professionnelle (El Moutqana) et au rond-point situé en face de la place Tichrafine. A El Biodh, les travaux d'aménagement d'un jardin public à l'entrée de la ville et du rond-point situé sur la route nationale 6 se poursuivent. Dans la commune de Djeniene Bourezg, des travaux similaires sont en cours sur la place Moulouk Abdelkader. Les projets concernent également l'aménagement du rond-point à l'entrée de la commune de Sfissifa, ainsi que la réhabilitation des entrées des villes de Mekmen Benamar, Asla, Aïn Benkheilil et Kasdir, en plus de l'aménagement de places et de jardins publics dans ces communes. Dans ce contexte, le secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Nâama, Messaoud Boulaâras, a insisté, lors de la réunion de l'exécutif de la wilaya, tenue jeudi et consacré à l'évaluation de l'état d'avancement des projets d'aménagement urbain, sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, compte tenu de leur impact direct sur le quotidien des citoyens. Il a également souligné l'importance du respect des normes de qualité afin de garantir la pérennité des infrastructures à l'avenir.

Agence

SIDI BEL-ABBÈS
La commune de Tilmouni,
une mutation urbaine qui dessine
les traits d'une ville moderne

Au cœur des mutations urbaines accélérées que connaît la wilaya de Sidi Bel-Abbès, la commune de Tilmouni s'impose comme l'un des projets urbains les plus prometteurs, passant en peu de temps, d'une zone d'extension à un pôle urbain intégré, attirant des milliers d'habitants et constituant désormais un prolongement naturel du chef-lieu de la wilaya.

Cette transformation s'inscrit dans une vision prospective adoptée par les pouvoirs publics, visant à créer de nouveaux équilibres urbains face à la saturation du foncier dans la ville de Sidi Bel-Abbès, a souligné le Wali, Kamal Hadji, dans une déclaration à l'APS. Dans ce contexte, Tilmouni connaît la réalisation de projets structurants majeurs, faisant d'elle le "nouveau poumon" de la wilaya, capable d'absorber la densité démographique croissante et d'offrir des réserves foncières aménagées. Tilmouni n'est plus une simple commune voisine, mais une ville à part entière, abritant un programme de logement massif dépassant les 5125 unités, toutes formules confondues. Ce chiffre est appelé à augmenter avec l'allocation d'espaces supplémentaires pour de nouveaux projets. Ce pôle urbain, qui constitue la colonne vertébrale du secteur

de l'habitat, a été réalisé selon des normes modernes, incluant le raccordement à la fibre optique et un aménagement extérieur complet, garantissant ainsi un cadre de vie répondant aux aspirations des citoyens. Une ville alternative dotée d'infrastructures modernes et de services intégrés. Le développement de Tilmouni ne s'est pas limité au volet résidentiel, mais a été soutenu par de nombreux équipements publics. Le pôle possède un lycée de 100 places, de deux collèges et de deux écoles primaires avec système de demi-pension. La couverture sanitaire a également été renforcée par une polyclinique, tandis que la sécurité est assurée par un nouveau siège de la Sûreté urbaine, en attendant la réalisation d'un siège pour la Gendarmerie Nationale. Par ailleurs, une importance particulière a été accordée aux secteurs de l'hydraulique

et des transports. Un réservoir d'eau de 20.000 mètres cubes a été réalisé à Gouassem pour garantir un approvisionnement régulier, complété par un autre réservoir de 1.000 mètres cubes en phase de finition. Côté transports, la zone a été dotée de 10 taxis urbains et de 14 bus, afin d'assurer une liaison permanente avec la ville de Sidi Bel-Abbès. Le programme comprend également des structures administratives telles qu'une antenne communale, un bureau de poste et une agence Sonelgaz, en plus de mosquées, d'espaces verts et de terrains de sport. Selon M. Hadji, Tilmouni représente ainsi un modèle de transition urbaine moderne, s'affirmant comme le plus grand pôle intégré de la wilaya, prêt à dynamiser le développement local.

APS

TIMIMOUN

Les piscines de proximité, lieux de détente et de pratique sportive en été

Les piscines de proximité et autres bassins de natation implantés dans différentes régions de la wilaya de Timimoun offrent aux jeunes, en cette période estivale, des lieux de prédilection pour la pratique de la natation et la détente. La direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) a arrêté un programme estival pour répondre aux attentes des jeunes, de différents âges, et leur permettre de meubler leurs vacances, leur nécessité d'utiliser à la baignade dans des

sites non autorisés et dépourvus de moyens de sécurité. Le programme par la piscine de proximité du complexe sportif Abdelhamid-Kermali, au chef-lieu de wilaya, organise, en cette période des vacances, des séances d'initiation des enfants à la natation pour leur permettre de profiter des bienfaits de cette pratique sportive et de passer d'agréables moments, sous l'œil vigilant d'un maître-nageur, a indiqué le directeur de cette structure, Mohamed Bouragba.

Dans le but de permettre aux enfants de la wilaya de pratiquer leurs loisirs, la DJS a mobilisé aussi des piscines mobiles à travers les zones éloignées à l'effet de leur rapprocher les moyens de pratique de la natation et de détente, notamment en période des fortes chaleurs. Un championnat de natation a également été organisé avec la participation d'enfants autistes et d'enfants aux besoins spécifiques, l'objectif étant de leur permettre de s'insérer socialement, de développer leurs capaci-

tés mentales et physiques et de leur offrir un espace convivial et stimulant, a indiqué le président de l'association des autistes, Abderrahmane Bahadji. Les installations juvéniles et sportives de la wilaya s'emploient à drainer de plus en plus de jeunes et d'enfants et les structurer au sein d'associations et de clubs sportifs afin de les orienter vers la créativité, de développer leurs capacités et de les prémunir des maux sociaux.

R E.

TIPASA

Clôture de la 6e édition du concours de l'Académie des jeunes
innovateurs en énergies renouvelables

La 6e édition du Concours de l'Académie des jeunes innovateurs en énergies renouvelables s'est achevée jeudi à Tipasa. Organisée par l'Unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bou Ismaïl, en coordination avec la Direction de l'éducation de la wilaya, la manifestation s'est tenue sous le thème "Une idée-Un projet - Un défi...Les jeunes de demain pour un environnement durable". Les résultats du concours, qui a réuni des élèves de plusieurs lycées de la wilaya de Tipasa autour de neuf projets innovants dans le domaine des énergies renouvelables, ont été proclamés lors de la cérémonie de clôture, et les trois meilleurs projets ont été récompensés. La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur de l'UDES, Mohamed Abbas, du directeur de l'Education de la wilaya, Mahmoud Faouzi Tebboune, du recteur de l'université, de directeurs de lycées, ainsi

que de chercheurs et d'experts. Le 1er prix a été attribué ex æquo aux lycées « Djilali Bounaama » et « Khaled Chérif Bousmaha » de Tipasa, pour deux projets portant respectivement sur un système de traitement de l'eau alimenté par une station de pompage fonctionnant à l'énergie solaire et sur le dessalement des eaux à l'aide des énergies renouvelables. Le 2e prix est revenu au lycée "Mohamed Talbi" de Tipasa pour son projet de poubelle de plage intelligente, tandis que le 3e prix a été attribué aux élèves du lycée "Mohamed Rekizi" de Hadjout pour une borne intelligente de traitement des déchets et de recyclage des matériaux récupérables fonctionnant à l'énergie propre. A cette occasion, le directeur de l'UDES a annoncé que les neuf projets présentés bénéficieront d'un accompagnement au sein des incubateurs de l'unité et de l'Université de Tipasa afin d'en développer les prototypes, avec l'enca-

drement de chercheurs. Il a également fait partie de l'ambition d'élargir cette initiative pour en faire une compétition nationale. De son côté, le directeur local de l'éducation a réaffirmé l'engagement de son secteur à soutenir toute initiative favorable à l'ouverture de l'école sur son environnement scientifique et éducatif, saluant le concours du jeune innovateur, qui couronne le parcours de partenariat lancé depuis 2021 avec l'UDES. Il a également souligné que ce concours constitue une opportunité précieuse pour découvrir les talents, développer les compétences et renforcer l'esprit d'initiative et le travail d'équipe, en application des orientations de l'État visant à encourager l'innovation, à promouvoir l'économie de la connaissance et à renforcer les liens entre les établissements scolaires et leur environnement économique et scientifique.

APS

EN CRISE

L'industrie automobile européenne se tourne vers la guerre

3^e partie et fin

Restructurations, licenciements, usines qui ferment : l'industrie automobile européenne vacille et se reconvertit dans l'armement. Elle choisit les profits pour ses actionnaires, la crise technologique et la guerre, alors que la prospérité et la paix sont possibles [1].



Par Benjamin Pestieu

Il s'agirait de produire des éléments de support comme des camions de transport, lanceurs ou générateurs. Renault et Thales ont présenté le 4 TROOP, véhicule tactique basé sur une plateforme civile Renault, et ont annoncé un partenariat pour produire à grande échelle la munition téléopérée TOUTATIS, avec une capacité annoncée de 1.000 unités par mois dès la première année. Et ce n'est pas tout, le journal l'Humanité explique que « sous la pression d'Emmanuel Macron et du gouvernement français, Renault (...), va se consacrer à la fabrication de drones militaires à l'échelle industrielle ». En janvier 2026, Renault a ainsi confirmé son engagement dans le projet Chorus, en partenariat avec Turgis Gaillard. Le site Renault du Mans doit assembler ces drones militaires, avec une capacité pouvant atteindre 600 unités par mois en moins d'un an. Il s'agit d'un contrat qui pourrait « lui rapporter jusqu'à 1 milliard d'euros sur 10 ans pour produire jusqu'à des milliers de drones multiusages à longue portée télépilotes – 'attaque ou surveillance, à un prix extrêmement compétitif' relève la fiche officielle consacrée au projet. Ce drone de dix mètres d'envergure (...) sera construit dans les usines Renault, est-il précisé par le commanditaire, la direction Général de l'Armement (DGA)». La CGT du groupe Renault a immédiatement réagi négativement à cette évolution. En janvier 2026, elle déclarait : « Si Renault devait se diversifier, cela ne saurait se faire au détriment de son éthique ni au prix d'une implication dans des logiques guerrière. Le cœur de métier de Renault, comme constructeur automobile, demeure avant tout la conception et

la production de véhicules répondant aux besoins des populations ». Et encore récemment, après les annonces Renault-Thales, elle a de nouveau dénoncé « l'orientation militaire » du groupe : « La CGT-Renault s'oppose à l'orientation militaire de l'entreprise. Profiter de la marche à la guerre ne sera jamais bénéfique aux travailleurs. (...) Les discussions dans les bureaux et les ateliers démontrent que de nombreux salariés refusent cette orientation, car ils sont entrés chez Renault pour fabriquer des voitures, pas des armes. » Cette militarisation est présentée comme une simple diversification industrielle. Mais socialement et économiquement, c'est une impasse. L'argent, les compétences d'ingénierie, les capacités de production et les chaînes d'approvisionnement qui vont vers l'armement ne vont pas vers les batteries, les logiciels, la conduite autonome, les petites voitures électriques accessibles ou le réseau électrique nécessaire à la transition. À court terme, cette fuite en avant peut offrir des contrats. À long terme, elle risque de creuser encore le retard de l'industrie automobile européenne dans la voiture de demain. Surtout, l'économie de guerre crée sa propre logique. Comme nous l'avons déjà écrit : « Faire de la militarisation le moteur de la réindustrialisation mènera soit à la guerre, soit à la crise — et dans les deux cas, au déclin industriel. La crise car sans guerre, pas de débouchés durables. La guerre, car c'est alors le seul moyen d'éviter la crise du secteur. Et finalement au déclin de l'ensemble de notre industrie car les dépenses militaires se font au détriment d'autres investissements stratégiques pour notre industrie ».

Une alternative existe

La crise actuelle n'est pas une fatalité technologique. Elle n'est pas tombée du ciel. Elle est le résultat d'une logique capitaliste à l'ère des monopoles : les grands constructeurs choisissent de préserver une vieille technologie pour maintenir le plus longtemps leur rente de monopole. Ils veulent maintenant faire payer aux travailleurs et travailleuses les conséquences de ces choix. Et, au lieu d'investir massivement dans la voiture du futur, une partie croissante du secteur s'oriente vers la militarisation. Il faut imposer une autre logique. D'abord, les dividendes et les rachats d'actions des années de profits doivent être mis à contribution. Quand un groupe a distribué des milliards aux actionnaires, il ne peut pas ensuite présenter la facture aux travailleurs. Une taxe exceptionnelle doit être prélevée sur les dividendes et les rachats d'actions versés par les grands groupes automobiles ces dernières années. Ces moyens doivent revenir à la recherche-développement, à la transition vers la voiture électrique et autonome, à la formation des travailleurs et au maintien de l'emploi. Pas un euro d'aide publique ne doit aller à des groupes qui licencient, ferment des usines ou distribuent des dividendes. L'industrie automobile européenne a un avenir. Mais pas en laissant le secteur dans les mains de ceux qui ont raté le virage industrie ou dans les mains de ceux qui veulent sauver le secteur en le militarisant. Ensuite, il faut un vrai plan industriel européen pour l'électrification du transport : transports publics électriques (bus, tram, métro, train) et voiture électrique abordable. Pas d'abord des modèles premium à plus de 70 000 euros. L'enjeu est de produire des véhicules électriques plus petits, plus simples, réparables, économes en

matériaux et financièrement accessibles. L'enjeu est de développer des bus, vélo et moto électriques. Il faut aussi investir massivement dans les conditions matérielles de l'électrification : production d'électricité bas-carbone, réseaux électriques, bornes de recharge, batteries, recyclage, transports publics et planification démocratique de la mobilité. Sans énergie abondante, propre et abordable, l'électrification restera fragile et inégalitaire. Elle risque de devenir une transition réservée à ceux qui peuvent payer, pendant que les travailleurs sont exclus du marché du neuf ou condamnés à garder des véhicules vieillissants. Enfin, il faut refuser que la crise automobile soit utilisée pour pousser l'industrie vers l'économie de guerre. Les compétences des travailleurs de l'automobile sont précieuses : métallurgie, électronique, logiciels, batteries, assemblage, logistique, maintenance. Elles doivent servir à produire des biens utiles à la population, pas à enfermer l'Europe dans une logique de militarisation, de réarmement permanent et de confrontation. L'industrie automobile européenne a un avenir. Mais pas en laissant le secteur dans les mains de ceux qui ont raté le virage industrie ou dans les mains de ceux qui veulent sauver le secteur en le militarisant. L'enjeu n'est pas de sauver les marges des actionnaires. L'enjeu n'est pas de transformer les usines automobiles en ateliers de guerre. L'enjeu est de sauver les emplois, les savoir-faire, les sites industriels et la capacité de produire autrement. L'enjeu est de mettre l'industrie au service des besoins de la population et de la société.

Notes

[1] Article issu de notre partenaire Lava Media. Source : <https://lvsl.fr>, publié le 13 juillet 2026

MAURITANIE
Les études
stratégiques
ont permis de
définir une
vision intégrée
du secteur
énergétique

L'Assemblée nationale a tenu, jeudi matin, une séance plénière présidée par le député Ahmedou Ould Mohamed Mahfoudh M'balla, vice-président de l'institution, consacrée à deux questions orales avec débat adressées au ministre de l'Énergie et du Pétrole, M. Mohamed Ould Khaled, par les députés El Mourtada Ould Tfeil et Mouna Mint Dey, sur la situation des hydrocarbures en Mauritanie. Dans sa question, le député El Mourtada Ould Tfeil a demandé des précisions sur la part revenant à la Mauritanie dans le projet gazier commun avec le Sénégal, après l'annonce du démarrage de la production, ainsi que sur les mesures prises par le département pour garantir que cette richesse profite à l'économie nationale et aux citoyens. Pour sa part, la députée Mouna Mint Dey s'est interrogée sur la hausse des prix des carburants, estimant que les augmentations enregistrées étaient importantes, et a demandé quelles en étaient les répercussions sur les citoyens ainsi que les mesures adoptées par le gouvernement pour en atténuer les effets. Répondant à la première question, le ministre de l'Énergie et du Pétrole a rappelé que, conformément au cadre juridique et législatif régissant les hydrocarbures, les ressources pétrolières constituent une richesse nationale administrée par l'État dans un souci d'efficacité, d'équité, de transparence et de redevabilité. Il a souligné que les citoyens ont le droit d'être informés sur la perception et l'utilisation des revenus issus de ces ressources. Le ministre a expliqué que le champ gazier GTA a été développé dans le cadre d'un accord international entre la Mauritanie et le Sénégal, en raison de l'extension du gisement de part et d'autre de la frontière maritime des deux pays. Il a précisé que le choix d'une exploitation conjointe s'inspire d'expériences internationales similaires, notamment celle du champ de Frigg, situé en mer du Nord entre le Royaume-Uni et la Norvège. Il a ajouté que cette coopération traduit la solidité des relations fraternelles entre les deux pays et qu'elle est encadrée par l'accord signé à Nouakchott le 9 février 2018, ratifié par le Parlement en vertu de la loi n° 19-2019, qui prévoit un partage à parts égales des coûts et des bénéfices, soit 50 % pour chaque partie.

R. I.

ÉLEVAGE

La Tunisie veut tester la vaccination contre la tuberculose bovine

En Tunisie, l'élevage contribue à hauteur de 38 % au PIB agricole et procure un emploi à 22 % de la main-d'œuvre du secteur. Alors que la reconstitution du cheptel est une priorité, le gouvernement tente également de renforcer son dispositif de lutte contre les maladies animales majeures.

Synthèse Rédaction Internationale

La Tunisie veut tester une nouvelle approche dans sa stratégie de lutte contre la tuberculose bovine. À l'issue d'une réunion tenue le lundi 20 juillet, consacrée à l'examen des résultats d'une étude sur l'efficacité et les risques liés à la vaccination, le ministère de l'Agriculture a recommandé le lancement d'un essai pilote utilisant le vaccin BCG, habituellement utilisé pour la prévention des formes graves de la tuberculose chez les humains. Cette expérimentation vise à évaluer l'efficacité de la vaccination dans les conditions d'élevage tunisiennes, ainsi que ses bénéfices sanitaires et économiques avant une éventuelle extension à l'échelle nationale. « L'adoption du vaccin BCG contre la tuberculose bovine pourrait constituer une option prometteuse et efficace pour réduire la propagation de la maladie [...] », peut-on lire dans un communiqué dudit ministère. Selon les autorités, la vaccination constituera un outil complémentaire au dispositif actuel de lutte qui repose sur une approche intégrée combinant surveillance épidémiologique, biosécurité, contrôle des mouvements d'animaux et dépistage régulier des troupeaux. Lorsque des cas positifs sont identifiés, les recommandations internationales prévoient généralement l'élimination sanitaire des animaux concernés afin de limiter la propagation.

La tuberculose bovine est une maladie infectieuse provoquée par la bactérie *Mycobacterium bovis*.

Une maladie qui menace les élevages et la santé publique

Selon l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), elle affecte principalement les bovins, mais peut également être transmise à l'être humain, notamment par contact avec des animaux infectés ou par la consommation de produits d'origine animale contaminés comme la viande ou le lait. Les données de l'Ordre des médecins vétérinaires du pays montrent qu'environ 1 500 cas de tuberculose sont détectés chaque année chez l'homme en Tunisie, dont près de 80 % seraient d'origine animale. En plus du risque pour la santé publique, elle provoque chez l'animal affecté un état général de maladie, une pneumonie, une perte de poids et, à terme, la mort. Ces manifestations affectent les performances des élevages et pèsent sur l'approvisionnement en produits animaux. En Tunisie, la persistance de la maladie continue de représenter un enjeu sanitaire. En avril 2026, six cas de tuberculose bovine avaient notamment été détectés chez des veaux dans un abattoir municipal de Sousse, rappelant la circulation de la maladie dans le cheptel national.

LIBYE

Le PDG de la NOC s'entretien avec des représentants du groupe TotalEnergies

Le PDG de la National Oil Corporation (NOC), Massoud Souleiman, s'est entretenu le 22 juillet avec des représentants du groupe TotalEnergies à Tripoli. Selon le communiqué publié par l'entreprise publique libyenne, la réunion a porté sur le développement du champ de Jalo Nord,

considéré comme l'un des projets stratégiques majeurs de la NOC, afin d'accroître la production nationale ; l'état des infrastructures dans les champs de Wahaet la nécessité de mettre en place des programmes concrets pour leur réhabilitation et leur modernisation ; la mise en place d'un

mécanisme efficace pour la gestion du projet de développement du champ de Jalo Nord, et son utilisation pour la gestion des projets ultérieurs, notamment NC-98 et Dhahra-Jafra (NC7) ; et l'élargissement des possibilités de formation pour les techniciens et ingénieurs libyens à l'Institut fran-

çais du pétrole, ainsi que la mise en œuvre de programmes de détachement et de formation dans les filiales de TotalEnergies à travers le monde, afin de contribuer au transfert d'expertise et au développement des compétences nationales

R. I.

BUDGET 2026/2027

L'Egypte porte les aides publiques aux exportations à 48 milliards de livres

En augmentant de 55 % sur un an son soutien financier aux entreprises exportatrices, le gouvernement égyptien entend accélérer le développement des ventes à l'étranger. Les autorités présentent cette politique comme un levier pour accroître les recettes en devises, stimuler la production privée et créer des emplois. Le ministre égyptien des Finances, Ahmed Kouchouk, a fait état, le mercredi 22 juillet, d'une hausse considérable de la dotation consacrée à la promotion des exportations avec une enveloppe de 48 milliards de livres dans le budget de 2026-2027, contre 28 milliards de livres lors du précédent exercice, soit une augmentation de 55 % sur un an. Dans un communiqué publié par le ministère, Kouchouk a assuré que cette filière constituait « une priorité » dans la politique, les initiatives et les programmes avec les partenaires. « Chaque progression réalisée dans le volume des exportations confirme la capacité du secteur privé à se développer, à concu-

rencer, à renforcer sa production et à générer des emplois. Ensemble, nous déploierons tous les efforts nécessaires pour construire une économie plus compétitive et développer des exportations plus diversifiées et durables », a aussi ajouté le ministre. Kouchouk a promis de booster les exportations de produits et de services et d'améliorer leur capacité concurrentielle sur les marchés mondiaux, soulignant que l'Etat continuerait à assurer des liquidités monétaires au secteur de l'export. « Comme promis, nous avons débloqué 12,6 milliards de livres pour environ 2 500 entreprises exportatrices au cours d'un seul exercice financier, les première et deuxième tranches ayant été versées au cours de l'exercice 2025/2026, et non sur deux années, comme cela était initialement prévu », a précisé Kouchouk. Et d'ajouter : « Nous devons rembourser 50 % du montant des créances en souffrance des entreprises exportatrices auprès du Fonds de développement des exporta-

tions, en espèces, sur quatre exercices financiers consécutifs à compter de l'exercice 2025/2026, mais nous avons réussi à prendre une avance sur le calendrier prévu pour le versement de ces paiements en effectuant deux versements consécutifs au cours de l'exercice 2025/2026 ». Le soutien aux exportateurs constitue l'un des principaux leviers de la stratégie économique du gouvernement égyptien pour accroître les recettes en devises et stimuler les exportations. Depuis 2019, l'Etat a mis en place plusieurs mécanismes de remboursement des aides à l'exportation, via le Fonds de développement des exportations (Export Development Fund), afin de résorber les importants arriérés accumulés auprès des entreprises. Entre 2019 et 2024, près de 70 milliards de livres égyptiennes ont ainsi été versés à plus de 2 500 entreprises exportatrices, selon l'Organisme général de l'information (OGI).

Agence

NIGERIA

Un projet de production de vaccins vétérinaires de 100 millions \$ en gestation

Au Nigeria, le secteur de l'élevage représente environ 35 % du PIB agricole et constitue une source importante de revenus pour les populations rurales. Le gouvernement qui souhaite renforcer la gestion de la santé animale encourage les investissements dans l'industrie vétérinaire.

Synthèse Rédaction

Au Nigeria, un projet de production de vaccins vétérinaires pourrait voir le jour avec un investissement initial annoncé de 100 millions \$. Selon un communiqué du ministère du Développement de l'élevage publié le mercredi 22 juillet, cette initiative portée par l'entreprise privée Vacci Afric Biologics Limited sera développée dans le cadre d'un partenariat de transfert de technologies avec un consortium chinois spécialisé dans la production de vaccins. Dans le cadre de ce partenariat, il est prévu que les partenaires chinois dont l'identité n'est pas encore révélée doivent accompagner la conception, la mise en service et les premières opérations de l'usine aux côtés d'équipes nigérianes. La collaboration prévoit également une période initiale d'exploitation conjointe de 24 mois, suivie d'une phase de mentorat

destinée à permettre aux professionnels locaux d'assurer progressivement la gestion complète de l'installation. « À pleine capacité, il est prévu que l'usine produise 1,2 milliard de doses de vaccins vétérinaires par an, assurant d'abord les besoins domestiques du Nigeria en vaccins avant d'étendre la distribution aux sous-régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale », peut-on lire dans le communiqué. Pour l'heure, les détails concernant le site d'implantation de l'usine ainsi que le calendrier de réalisation du projet n'ont pas encore été révélés. Selon les autorités, ce nouveau projet s'il se concrétise permettra de renforcer les capacités nationales de fabrication de vaccins destinés à lutter contre plusieurs maladies animales prioritaires et à réduire la dépendance du pays aux importations. Cette annonce intervient après l'adoption par Abuja en mai dernier d'une

feuille de route nationale destinée à renforcer la gestion de la santé animale et à moderniser les services vétérinaires sur la période 2026-2036.

Une initiative en phase avec la nouvelle stratégie sanitaire

Ce plan prévoit notamment le renforcement des capacités des laboratoires, l'amélioration des systèmes de vaccination et le développement des partenariats public-privé dans la chaîne de valeur de l'élevage. Cette orientation intervient alors que le Nigeria fait face à une pression sanitaire persistante sur son cheptel. Le pays est confronté à plusieurs maladies animales endémiques dont la fièvre aphteuse, la peste des petits ruminants, la peste porcine africaine ou encore la maladie du charbon, qui affectent la productivité des élevages de bétail.

Un nouveau cadre réglementaire ouvre le marché du surplus solaire

Face aux insuffisances persistantes du réseau électrique, les entreprises et les institutions nigérianes multiplient les installations solaires pour sécuriser leur approvisionnement. Un nouveau cadre vise désormais à améliorer la rentabilité de ces équipements. Les utilisateurs de systèmes solaires raccordés au réseau au Nigeria pourront désormais obtenir des crédits en échange de l'électricité excédentaire qu'ils y injectent. Cette mesure découle d'un nouveau mé-

canisme adopté par la Commission nigériane de régulation de l'électricité (NERC), selon un communiqué de la GIZ Nigeria publié le lundi 20 juillet. Intitulé « Règlement sur la facturation nette 2026 », ce mécanisme concerne les installations photovoltaïques d'une capacité comprise entre 50 kW et 1,5 MW. Il vise notamment les entreprises industrielles, les organisations commerciales et les organismes publics dont la production dépasse ponctuellement les besoins, en particulier

durant les week-ends, les jours fériés ou les périodes de faible activité. Les clients éligibles pourront injecter cette électricité dans le réseau de leur société de distribution. La valeur de l'énergie exportée, calculée selon un tarif approuvé par la NERC, sera ensuite déduite de leur facture. La participation reste soumise à une évaluation technique de l'installation et de la capacité du réseau local à recevoir le surplus. Jusqu'ici, l'électricité excédentaire n'avait aucune valeur économique au Ni-

geria. Cette initiative pose les bases d'un marché structuré de l'autoconsommation avec injection du surplus. « Le règlement établit le premier cadre standard du Nigeria permettant aux clients éligibles d'exporter leur surplus d'électricité », indique la GIZ. Le texte a été élaboré avec l'appui de l'Allemagne et de l'Union européenne, dans le cadre du Nigerian Energy Support Programme, piloté par l'organisation allemande.

Agence

CÔTE D'IVOIRE

Eni accélère le développement du projet pétrolier Baleine avec Saipem

En trois ans, Baleine est devenu le champ pétrolier le plus important de Côte d'Ivoire. Eni ne compte pas s'arrêter là et engage de nouveaux contrats pour porter la production à un niveau encore plus élevé. Eni intensifie le développement de son champ pétrolier Baleine au large de la Côte d'Ivoire.

La compagnie italienne a confié à Saipem un contrat de forage budgétisé à environ 260 millions de dollars pour de nouveaux puits offshore, indique un communiqué officiel de Saipem publié mercredi 22 juillet. Pour exécuter ce contrat, Saipem déploiera le navire de forage Santorini au large des côtes ivoiriennes à partir de début 2027.

Le programme prévoit un engagement ferme sur une durée étendue, avec la possibilité d'un déploiement dans des pays voisins et des périodes optionnelles supplémentaires. Une flexibilité qui donne à Saipem une visibilité à long terme sur l'utilisation de ce navire.

R I.

NAMIBIE

La mine d'uranium Langer Heinrich accélère, mais pas encore à plein régime

En avril dernier, Paladin Energy a ajusté à la hausse sa prévision de production pour la mine d'uranium Langer Heinrich en Namibie. Une disposition alors attribuée au rythme de montée en puissance soutenue de cet actif doté d'une capacité nominale de 6 millions de livres par an. En Namibie, la société australienne Paladin Energy vise une production comprise entre 5,1 et 5,6 millions de livres d'uranium sur sa mine Langer Heinrich au cours de l'exercice financier 2027 (juillet 2026 – juin 2027).

Dévoilé mercredi 22 juillet, cet objectif traduit une trajectoire haussière par rapport à l'exercice précédent, tout en restant inférieur à la capacité nominale de 6 millions de livres de cet actif. Après plusieurs années de mise en sommeil, Langer Heinrich a repris ses activités sous l'impulsion de Paladin Energy en mars 2024. Depuis, la mine poursuit progressivement sa montée en régime. Après une production de 3 millions de livres d'uranium au titre de l'exercice financier 2025, le groupe a déclaré 4,82 mil-

lions de livres pour l'exercice 2026, un résultat conforme à ses prévisions. La trajectoire devrait se poursuivre au cours de l'exercice 2027, portée notamment par « l'achèvement de la montée en puissance des activités minières et une disponibilité accrue du minerai extrait », indique la société. Si cette progression confirme le redémarrage de l'actif, Paladin ne précise toujours pas, dans ses dernières communications, l'échéance à laquelle l'usine atteindra sa capacité nominale. Un indicateur pourtant important

pour apprécier le rythme réel de montée en puissance des opérations. Jusqu'à présent, l'usine a été en partie alimentée par des stocks de minerai constitués avant l'arrêt de la mine. Les prochains mois devraient marquer une nouvelle étape, avec un approvisionnement reposant principalement sur le minerai fraîchement extrait. Pour accompagner cette transition, Paladin prévoit des investissements compris entre 29 et 35 millions USD au cours de l'exercice financier 2027.

R I.

NIGERIA

143 entreprises briguent des blocs pétroliers, mais 13 restent sans preneur

En lançant son cycle d'appel d'offres 2025, le Nigeria cherchait à attirer de nouveaux investisseurs dans son secteur pétrolier avec pour objectif de soutenir sa production pétrolière. Les résultats montrent un engouement réel, mais inégal selon les zones proposées. Sur 50 blocs pétroliers et gaziers mis en compétition au Nigeria fin 2025, 37 ont trouvé preneur et 13 sont restés sans candidat. C'est ce qui ressort des résultats du cycle d'appel d'offres, publiés mardi 21 juillet à Abuja par la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC), lors d'une cérémonie où les entreprises qualifiées s'étaient réunies pour déposer leurs offres finales en présence du régulateur. Le processus avait débuté en novembre 2025 avec environ 300 entreprises candidates. Après une vérification des capacités techniques et financières, 196 ont été retenues pour l'étape suivante. Au final, 143 ont soumis 200 offres pour 37 des 50 blocs disponibles, selon Vanguard. Parmi les 31 gagnants, on trouve majoritairement des entreprises nigérianes comme SSonic Petroleum, CFP Pipeline, Dutchford E&P, Attabanson Global, Rosem Energy, Asharami et LexOil, précise Daily Post Nigeria. Le plus offrant ne gagne pas automatiquement. Les blocs sont attribués selon un système de points qui tient compte à la fois du montant proposé au gouvernement pour obtenir le droit d'explorer, des travaux que l'entreprise s'engage à réaliser et des garanties financières qu'elle apporte, indique Punch Nigeria. Une fois les blocs attribués, les gagnants disposent de 90 jours pour remplir leurs obligations. Par ailleurs, la NUPRC a averti que tout bloc laissé inexploité pourra être retiré à son détenteur en vertu de sa politique « explorez ou rendez».

Une première historique pour les bassins encore inexplorés

L'un des faits marquants de cet appel d'offres est l'intérêt enregistré pour des zones que les compagnies pétrolières avaient jusqu'ici boudées. Pour la première fois dans l'histoire du secteur pétrolier nigérian, des bassins comme celui de Benue Trough, de Chad, de l'Anambra et de Benin ont attiré des soumissionnaires, selon la NUPRC. Ces zones situées loin de la région du delta du Niger qui concentre l'essentiel de la production nationale, n'avaient jamais suscité un tel intérêt lors d'appels d'offres précédents, note le régulateur. Les 13 périmètres qui n'ont pas trouvé preneur se trouvent principalement dans ces mêmes zones. « Ces actifs sont dans des bassins qui n'ont pas encore été suffisamment étudiés pour rassurer les investisseurs sur leur potentiel commercial. Nous n'avons pas été surpris », a expliqué Oritsemeyiwa Eyesan, la directrice générale de la NUPRC. Ces blocs seront remis en compétition lors du prochain appel d'offres, dont le lancement a déjà été approuvé par le président Bola Tinubu.

Agence

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street clôture mitigée, entre repli du pétrole et faiblesse des puces électroniques

La Bourse de New York a terminé sans direction claire vendredi, le net recul des prix de l'énergie ne parvenant pas à compenser entièrement la faiblesse du secteur des semi-conducteurs, poids lourd de la place américaine.

R I/Agence

Le Dow Jones a gagné 0,45%, l'indice Nasdaq - à forte coloration technologique - a reculé de 0,64% et l'indice élargi S&P 500 est resté à plat (+0,05%). Tout au long de la semaine, "les marchés se sont montrés sensibles à l'actualité géopolitique, mais dans le même temps, on a observé de nombreuses réactions excessives dans les deux sens", commente auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, du cabinet d'investissement Edward Jones. Alors que le marché pétrolier avait montré de forts signes d'inquiétudes quant à la navigation en mer Rouge jeudi, portant les cours à des niveaux plus vus depuis mai, il a relativisé ce jugement vendredi. Les prix du baril de brut ont ainsi reculé de plus de 3%. Cela a été suffisant pour relâcher quelque peu la pression sur les coûts d'emprunt, le rendement de la dette souveraine américaine à échéance dix ans passant à 4,68%,

contre 4,69% à la clôture. Il s'agit toutefois de niveaux plus élevés qu'en début d'année. Le Dow Jones, qui rassemble des valeurs traditionnelles comme les industriels, plus sensibles aux évolutions de prix, ressort ainsi comme l'indice gagnant de la séance. Le Nasdaq a lui fait grise mine en raison du nouveau trou d'air des puces électroniques. Nvidia a reculé de 0,92%, AMD de 3,29% et Micron de 6,99%. Cela fait notamment suite à l'accueil glacial réservé aux résultats du géant des microprocesseurs Intel (-7,89%) malgré des chiffres dépassant les attentes et une révision à la hausse de sa perspective de chiffre d'affaires pour le trimestre en cours. "La correction du secteur technologique revêt de multiples facettes (...) mais elle coïncide globalement avec un marché pris au dépourvu par la recrudescence du conflit entre l'Iran et le Moyen-Orient au cours des dernières semaines", juge John

Belton, du cabinet Gabelli Funds. Il note que "les mouvements ont été plus saccadés qu'unidirectionnels". En raison du poids du secteur technologique à Wall Street, ces montagnes russes ont secoué le marché dans son ensemble. Les investisseurs s'inquiètent notamment du rythme toujours plus intense des dépenses pour développer l'intelligence artificielle (IA) et des perspectives de retour sur investissement, jugées encore trop faibles. Sur le plan macroéconomique, la réunion de la banque centrale américaine (Fed) la semaine prochaine sera scrutée non pas

pour sa décision sur les taux - un maintien est largement attendu - mais pour les commentaires sur les risques inflationnistes. "La porte s'ouvre à une hausse des taux avec ces tensions renouvelées au Moyen-Orient, mais peut-être pas pour la réunion de juillet", résume M. Kourkafas. Le marché est passé outre les nouveaux droits de douane imposés par Washington depuis vendredi sur une soixantaine d'économie car "globalement conformes aux précédents qui ont expiré", assure l'analyste.

AVEC LE REcul DES PRIX DU BRUT La Bourse de Paris termine en hausse

La Bourse de Paris a fini en légère progression vendredi, profitant de l'accalmie offerte par le fort recul des prix du pétrole malgré un contexte géopolitique toujours risqué. L'indice CAC 40 a terminé sur un gain de 0,88% à 8.372,28 points. Jeudi, le panier des 40 plus grandes valeurs boursières françaises avait clôturé en baisse de 1,64% à 8.299,09 points. Les rebelles houthis du Yémen ont indiqué vendredi que leur blocus maritime contre l'Arabie saoudite n'avait pas vocation à paralyser le détroit stratégique de Bab el-Mandeb, après une attaque confirmée contre un navire saoudien. D'ailleurs, "certains navires transportant du pétrole saoudien traversent encore le détroit de Bab el-Mandeb", explique à l'AFP Giovanni Staunovo, analyste d'UBS. Ces passages signifient que "pour l'instant, il ne s'agit pas d'un blocus total", réduisant les risques sur l'approvisionnement mondial en hydrocarbures. Les rebelles houthis avaient annoncé lundi vouloir entraver le trafic en mer Rouge et dans le golfe d'Aden des navires d'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut. Malgré cette accalmie, le prix du brut "devrait conserver un biais haussier tant que les appro-

visionnements mondiaux en pétrole resteront exposés à des risques de perturbations plus importantes et plus durables", tempère toutefois Han Tan, analyste marchés chez Bybit.

Dassault Systèmes brille

Le titre de l'éditeur français de logiciels Dassault Systèmes a grimpé de 7,90% à 19,88 euros, en tête des performances du CAC 40 vendredi. La veille, la société avait annoncé l'acquisition d'ArisGlobal, groupe spécialisé dans les logiciels dédiés aux essais cliniques, pour un montant pouvant aller jusqu'à 2 milliards de dollars. Dans le même temps, l'entreprise a fait état dans un communiqué distinct d'un bond de 28% de son bénéfice net au premier semestre, à 611,8 millions d'euros, soutenu par la réduction de ses charges opérationnelles. Nexity voit rouge Le titre du promoteur immobilier Nexity a chuté de 8,61% à 6,64 euros après avoir publié jeudi une baisse de 10% des réservations de logements recensées au premier semestre, la reprise attendue du secteur immobilier étant retardée par le conflit au Moyen-Orient.

Agence

BOURSE ZURICH

Les indices en vert pour terminer la semaine

La Bourse suisse a terminé sur une note positive vendredi. Les investisseurs ont fait l'impasse sur les nouveaux droits de douane américains et la hausse des prix du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient. La saison des résultats s'est poursuivie avec, notamment, les données du blue chip SGS. Dans la nuit, les Etats-Unis ont instauré de nouveaux droits de douane de 12,5% pour les biens suisses. Ces surcoûts "imposés aux entreprises suisses ajoutent une couche supplémentaire d'incertitude à un contexte géopolitique déjà tendu au Moyen-Orient", ont relevé les experts de Vontobel dans un commentaire. A propos de l'or noir, UBS continue "d'escompter que la reprise de la production au Moyen-Orient sera plus lente qu'anticipé par le marché, étant donné qu'elle nécessite une augmentation (du nombre) de navires entrant (dans la région)". Le

Nestlé reprend un peu de couleurs

Le SMI a terminé en hausse de 0,79% à 14'327,20 points, avec un plus haut à 14'362,60 et un plus bas à 14'242,94. Le SLI a avancé de 0,75% à 2276,74 points et le SPI a gagné 0,69% à 20'069,67 points. Sur les trente valeurs vedettes, 25 ont progressé et cinq reculé. Galderma (+2,6%), Julius Bär (+2,5%), Logitech et Alcon (chacun +1,9%) ont terminé sur le podium. Médaille en chocolat, le géant veveysan Nestlé (1,7%) a refait une petite partie des pertes essuyées la veille (-7,8%) dans le sillage de l'annonce d'une baisse de près d'un tiers de

son bénéfice semestriel et d'une diminution des ventes. Les autres poids lourds Roche (+1,6%), UBS (+0,2%) et Novartis (-0,6%) ont évolué diversement. Roche a obtenu le feu vert de l'Agence américaine du médicament (FDA) pour un test d'analyse PCR Cobas destiné aux femmes atteintes de vaginite. Il permet d'obtenir des résultats précis à partir d'un seul prélèvement vaginal. SGS (-2,7%) a fini lanterne rouge du petit groupe de perdants. Le spécialiste genevois de l'inspection et de la certification enregistré une solide progression de ses activités au premier semestre. Mise en confiance par la solide croissance de ses divisions et par les multiples acquisitions, la direction a confirmé ses objectifs pour cette année et la suivante.

Calida se retrouve nu comme un ver

Sur le marché élargi, BB Biotech (+1,8%) a enregistré au deuxième trimestre un bénéfice net de 451 millions de francs suisses, contre une perte nette de 100 millions au même trimestre de l'année précédente. Calida (-7,3%) a plongé au sortir d'un semestre difficile. Le groupe lucernois a cédé sa marque de lingerie américaine Cosabella, rachetée en 2022 pour 80 millions de dollars, et qui n'a rapporté que 4 millions de francs suisses de chiffre d'affaires sur six mois. Cembra Money Bank (-1,6%) a récolté 52 millions de francs suisses en cédant 601'801 actions propres, afin de financer une partie des activités de financement automobile en Suisse de Santander. SFS (-6,7%) a été grevé par une rétrogradation à "neutral" de "buy" de la part d'UBS et d'une autre à pondérer au marché (surpondérer) de la part de la Banque cantonale de Zu-

rich (ZKB), au lendemain de ses chiffres semestriels pourtant meilleurs qu'attendu. Le spécialiste des matériaux composites Schweizer Technologies (+5,1%) est parvenu à faire croître sa rentabilité au premier semestre, malgré un chiffre d'affaires en repli sur la période. Cette tendance se dessine également pour l'ensemble de 2026, a averti la direction. La banque Vontobel (+1,4%) a rebondi au premier semestre 2026, tirant profit d'une hausse de près d'un quart de ses revenus, d'une réduction de la base de coûts et d'une activité soutenue de la clientèle. La banque de gestion zurichoise a vu son bénéfice net décoller de 87% sur un an à 216 millions de francs suisses.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Juillet 2026
Valeur : 27 Juillet 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.0783	133.0933
1	EUR	EURO	151.9089	151.9659
1	GBP	POUND STERLING	178.1503	178.1943
100	JPY	JAPANESE YEN	81.6081	81.6373
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6469	19.6520
1	CHF	SWISS FRANC	163.7685	163.8273
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4622	94.4929
1	DKK	DANISH KRONE	20.3182	20.3218
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7297	13.7336
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.8664	13.8705
1	AED	UAE DIRHAM	36.2345	36.2405
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4497	35.4556
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.2127	432.4019
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7072	45.1565
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1994	14.2010
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7232	20.8294
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3253	3.3357
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.6473	180.6473

ROYAUME-UNI

L'inflation ralentit

L'inflation au Royaume-Uni a reculé à 2,6% en juin, notamment grâce à une baisse des prix des carburants, un coup de pouce bienvenu, mais probablement temporaire, pour le tout nouveau Premier ministre travailliste Andy Burnham, qui assure faire passer le pouvoir d'achat "avant tout le reste".



Arrivé lundi à Downing Street en remplacement de Keir Starmer, le dirigeant de 56 ans a rapidement affiché ses intentions en matière de lutte contre la vie chère: il a annoncé mardi la suppression de la TVA sur l'électricité cet hiver, avant de rétablir mercredi un plafond de 2 livres (2,35 euros) sur les tarifs des bus en Angleterre à partir de janvier. Il promet d'autres annonces dans les jours à venir. "J'ai demandé à l'ensemble du Cabinet, lors de notre première réunion hier, de faire passer les mesures sur le coût de la

vie avant tout le reste", a-t-il martelé mercredi lors d'un déplacement à Bath, ville du sud-ouest de l'Angleterre. "Les gens peinent à s'en sortir, la vie est trop difficile." Après s'être maintenue à 2,8% sur un an en mai, l'inflation a finalement reculé davantage qu'attendu en juin, à 2,6%, contre 2,7% anticipé par les économistes, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office national des statistiques (ONS). Mais le pouvoir d'achat des Britanniques a été durement entamé ces der-

nières années par une inflation qui a culminé à des niveaux inédits depuis des décennies avant de ralentir progressivement.

“Beaucoup à faire”

La baisse de l'inflation constatée mercredi "est une nouvelle que les familles veulent entendre, mais il reste encore beaucoup à faire pour donner un peu d'air aux gens", a réagi le nouveau ministre des Finances, John Healey. Selon les économistes, cette accalmie pourrait être de courte durée, notamment parce que le plafond sur les prix de l'énergie dans le pays, révisé tous les trois mois par le régulateur du secteur et qui avait jusqu'ici contribué à amortir l'impact de la guerre au Moyen-Orient, a augmenté de 13% en juillet. En outre, le regain de tensions au Moyen-Orient "a fait remonter les prix de l'énergie en juillet" pointe James Smith, économiste en chef du centre de réflexion Resolution Foundation. "L'inflation devrait repartir à la hausse" et ce, "malgré la réduction de la TVA sur les factures d'électricité décidée par le gouvernement".

R. I.

ETATS UNIS

Trump veut utiliser des fonds iraniens pour payer les dégâts sur les navires dans le Golfe

"A partir de maintenant, tous les dommages causés aux navires seront payés par l'argent iranien que les Etats-Unis ont en leur possession et contrôlent", a déclaré le président américain. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a estimé vendredi que la volonté de Donald Trump d'utiliser des fonds iraniens gelés pour rembourser les dégâts sur les navires touchés

dans le Golfe crée un "précédent incendiaire". "La saisie des avoirs d'un autre pays pour régler de futures créances (...) constitue un précédent incendiaire", a écrit Abbas Araghchi sur X. Donald Trump a affirmé jeudi que les fonds iraniens gelés aux Etats-Unis serviraient désormais à rembourser les dégâts sur les navires touchés dans le Golfe. "A partir de maintenant, tous les dommages causés aux navires, à

la cargaison ou à tout autre élément s'y rapportant, seront payés par l'argent iranien que les Etats-Unis ont en leur possession et contrôlent", a déclaré le président américain sur sa plateforme Truth Social. Les affrontements entre Téhéran et Washington, qui ont repris le 7 juillet, font craindre un blocage durable des exportations d'hydrocarbures puisque le stratégique détroit d'Ormuz est verrouillé par

l'Iran et que les Houthis yéménites ont annoncé un blocus des navires d'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut. Après avoir flambé jeudi, les cours refluaient légèrement vendredi en début d'échanges asiatiques, le Brent se maintenant autour du niveau de 100 dollars atteint la veille pour la première fois depuis mai

Agence

ZONE EURO

L'activité du secteur privé en hausse le mois de juillet

L'activité au sein du secteur privé dans la zone euro est répartie à la hausse en juillet, grâce à un rebond de la demande et une hausse de prix davantage contenue, selon l'indice PMI Flash publié vendredi par S&P Global. Ce baromètre, calculé sur la base de sondages auprès d'entreprises, s'est affiché à 51,9 points, au "plus haut" depuis cinq mois, contre 50 en juin (valeur révisée). Un chiffre situé sous la barre des 50 points signale une baisse de l'activité, au-dessus de ce seuil, il reflète une expansion. L'augmentation de l'activité "reflète un rebond de la demande, qui a par ailleurs incité les entreprises à renforcer leurs effectifs", explique S&P Global. "Parallèlement, les pressions inflationnistes se sont atténuées par rapport à juin", même si elles restent "prononcées", est-il souligné. Cet indicateur a également retenu d'une embellie en Allemagne, première économie de la zone euro, où "l'activité globale a augmenté pour la première fois depuis quatre mois" APS

JAPON

L'inflation grimpe à 1,6% en juin

L'inflation au Japon s'est accélérée en juin, à 1,6% contre 1,4% sur un an en mai, selon les chiffres officiels publiés vendredi. Le niveau des prix à la consommation (hors produits frais) communiqué par le gouvernement est conforme aux prévisions moyennes du marché. Selon le ministère de l'Intérieur, l'inflation s'explique par le coût de l'énergie importée et des produits dérivés du pétrole continuant à faire monter les prix des produits. La chute du yen, proche de ses plus bas niveaux depuis 40 ans, augmente également le coût des importations telles que le pétrole et les denrées alimentaires pour le Japon, dont il est très dépendant. La Banque du Japon (BoJ) devrait maintenir son taux directeur le 31 juillet, après l'avoir relevé à 1% le mois dernier, au plus haut depuis trois décennies. Le consensus des économistes prévoit la prochaine hausse en décembre

APS

ALLEMAGNE

L'activité économique renoue avec la croissance après quatre mois

Le secteur privé allemand a renoué avec la croissance en juillet pour la première fois en quatre mois, porté par une nette reprise de la production manufacturière, selon une enquête publiée vendredi, même si le regain de conflits au Moyen-Orient jette le doute sur la pérennité de cette reprise. L'indice composite flash des directeurs d'achat (PMI) pour l'Allemagne, établi par S&P Global, a progressé à 51,2 en juillet, contre un chiffre définitif de 49,5 en juin, dépassant ainsi les 49,8 prévus par les analystes interrogés par Reuters. Le seuil de 50 sépare la croissance de la contraction. "L'économie allemande a bien démarré le troisième trimestre, l'indice PMI composite étant revenu en territoire

de croissance après avoir signalé une période de contraction de trois mois à la suite du déclenchement de la guerre au Moyen-Orient", a déclaré Phil Smith, directeur adjoint chargé des questions économiques chez S&P Global Market Intelligence. Toutefois, compte tenu de l'escalade des hostilités dans la région, qui a exercé une nouvelle pression à la hausse sur les prix mondiaux de l'énergie, la voie vers une reprise durable semble encore très incertaine, a ajouté Phil Smith. L'indice PMI flash du secteur manufacturier a progressé à 52,2, contre 50,3 le mois précédent, dépassant ainsi les prévisions consensuelles de 50,5 issues d'un sondage Reuters auprès

d'analystes. "Le secteur manufacturier a connu en juillet un mois exceptionnel en termes de croissance de la production, enregistrant sa plus forte hausse de la production depuis près de quatre ans et demi", a déclaré Phil Smith. Dans le même temps, l'activité dans le secteur des services est restée en dessous du seuil des 50, à 49,6 en juillet, bien qu'elle se soit améliorée, passant de 48,6 à son plus haut niveau depuis quatre mois. Les estimations tablaient sur 49,0. Les nouvelles commandes ont augmenté pour la première fois depuis février, soutenues par une reprise, certes marginale, de la demande de services et par une accélération de la croissance des commandes dans le secteur

manufacturier. L'emploi a de nouveau reculé, mais à un rythme plus lent que depuis décembre, tandis que la confiance des entreprises s'est améliorée pour atteindre son plus haut niveau depuis cinq mois. L'inflation des coûts des intrants s'est accélérée par rapport à son plus bas niveau en quatre mois, atteint en juin, sous l'effet des entreprises de services et en partie en raison de l'expiration de la réduction fiscale temporaire accordée par le gouvernement sur les carburants. "Avec la remontée des cours du pétrole, il semble que nous puissions nous diriger vers une période de pressions inflationnistes renouvelées", a déclaré Phil Smith.

R. I.

CHATGPT SANTÉ DÉBARQUE AUX ÉTATS-UNIS

Nonne idée ou risque majeur pour la vie privée ?

La fonctionnalité, qui permet de connecter des données médicales et de santé au chatbot d'OpenAI, est ouverte depuis peu à l'ensemble des utilisateurs américains connectés.



OpenAI a étendu l'accès à ChatGPT Health à tous les utilisateurs américains disposant d'un compte, à condition d'être connectés et d'avoir plus de 18 ans. La fonctionnalité avait été lancée une première fois en janvier, mais restait jusqu'ici limitée. Elle permet désormais aux utilisateurs de connecter leurs dossiers médicaux et leurs données de santé afin que le chatbot en tienne compte dans ses réponses. Selon OpenAI, plus de 300 millions de personnes posent chaque semaine des questions liées à la santé sur ChatGPT. La société présente cette évolution comme un moyen de fournir des réponses plus personnalisées, en s'appuyant sur des informations concrètes propres à chaque utilisateur.

Que permet ChatGPT Santé ?

Avec l'accord de l'utilisateur, ChatGPT peut accéder à différentes catégories de

données : médicaments, résultats d'analyses, comptes rendus de consultations récentes, données de sommeil ou encore activité physique. L'utilisateur peut également renseigner manuellement des informations contextuelles, comme des objectifs personnels ou des restrictions alimentaires. OpenAI donne l'exemple d'une restriction alimentaire partagée avec le chatbot, qui sera ensuite prise en compte automatiquement lorsque l'utilisateur demande des idées de recettes. Du côté des intégrations, Apple Health est présenté comme le principal fournisseur de données de forme physique. OpenAI n'a pas encore précisé si des alternatives comme Google Health seraient prises en charge. Des connexions sont également disponibles avec MyFitnessPal, Peloton ou Weight Watchers. Pour les données médicales, les sources proviennent de systèmes hospitaliers américains ou de prestataires

comme One Medical et Function Health.

Quelle confidentialité ?

Bien évidemment, quand on partage ses données de santé avec une intelligence artificielle, la question principale, reste la confidentialité de ces données. Que fait l'IA en question des données que j'envoie ? À quelles fins sont-elles exploitées ? OpenAI indique que les données de santé bénéficient de "protections de chiffrement supplémentaires". La société précise que ces informations ne seront pas utilisées pour entraîner ses modèles, ni à des fins publicitaires. L'utilisateur peut déconnecter ses données à tout moment. Elles seront alors supprimées des serveurs d'OpenAI dans un délai de 30 jours, selon les dires de l'entreprise.

Un lancement dans un contexte juridique tendu

Ce déploiement intervient alors qu'OpenAI fait face à une attention croissante concernant la fiabilité de ses conseils médicaux. Un homme résidant en Floride a déposé une plainte contre la société cette semaine, invoquant des "recommandations médicales extrêmement dangereuses" formulées par une version antérieure du modèle, GPT-4o. Selon le New York Times, le plaignant affirme que ChatGPT l'aurait rassuré en lui indiquant qu'il n'avait pas besoin de consulter un médecin, alors qu'il décrivait des symptômes qui se sont révélés être ceux d'une embolie pulmonaire, un problème grave nécessitant une prise en charge rapide. Le chatbot lui aurait notamment répondu : "Dieu n'a pas conçu votre corps pour qu'il échoue sans cesse."

AMD vend 2GW de GPU à Anthropic en échange d'un investissement allant jusqu'à 5Md\$

AMD, le fournisseur de puces a annoncé avoir signé un accord avec Anthropic. AMD investit jusqu'à 5 Md\$ dans l'éditeur de Claude et lui fournit 2GW de capacité GPU. C'est le retour de la course avec son concurrent Nvidia. Après avoir multiplié les partenariats avec OpenAI et Oracle en 2025, AMD décroche un contrat majeur avec Anthropic, qui prévoit l'acquisition de 2 GW de capacité de calcul basée sur les derniers GPU Instinct MI455X, du processeur Epyc "Venice" (CPU de 6^e génération), des réseaux AMD Pensando et de l'architecture Helios, avec une première mise en service attendue au premier semestre 2027 avec un objectif d'un gigawatt déployé.

Plus qu'un fournisseur de GPU

L'investissement stratégique en actions allant jusqu'à 5Md\$ d'AMD, est versé par étapes en fonction du



déploiement des infrastructures, et vise à ancrer durablement Anthropic dans son écosystème technologique. En parallèle, les deux entreprises ont signé un accord pluriannuel sur l'optimisation des modèles Claude, tandis qu'AMD prévoit d'intégrer les

outils d'Anthropic dans ses propres équipes d'ingénierie et de développement de produits notamment pour accélérer le développement de sa suite logicielle ROCm. Une approche qui fait écho aux accords récents entre les fournisseurs majeurs d'infrastructures IA et leurs

clients clés. Face à une demande de calcul qui explose, les fabricants de puces ne se contentent plus de vendre leurs produits, ils se tournent vers le financement d'acteurs puissants pour sécuriser des volumes de commandes sur plusieurs années.

Dépasser ses concurrents

Pour AMD, cette opération constitue un levier stratégique dans la course qui l'oppose à Nvidia, toujours largement dominant sur le marché des GPU pour l'IA. Cela place AMD au cœur de la structuration mondiale de l'infrastructure IA. En garantissant une capacité de calcul de 2 GW avec AMD, soit l'équivalent de dizaines de milliers de GPU haut de gamme, Anthropic démontre son besoin de répondre à une demande en plein essor en augmentant ses infrastructures informatiques.

Téhéran affirme avoir détruit un centre de données Amazon au Bahreïn



La guerre au Moyen-Orient fait aussi des dommages au secteur high-tech. L'Iran annonce ainsi avoir détruit un data center important au Bahreïn. On ne compte plus les problèmes créés par les représailles iraniennes à la guerre lancée par les États-Unis. Avec les différents blocus autour du détroit d'Ormuz, ce sont ainsi différents produits nécessaires à la production de composants tech, comme l'hélium, qui ne peuvent plus être acheminés. Mais des infrastructures sont aussi directement dans le viseur de ce pays, comme le rappelle cette annonce.

L'Iran affirme avoir détruit un data center d'Amazon au Moyen-Orient

Si l'Iran vise des bases américaines dans différents pays du Moyen-Orient, il n'exempte pas non plus d'autres types d'infrastructures. Au milieu de semaine, Téhéran annonçait ainsi avoir visé un data center d'Amazon, installé à Bahreïn - pays situé à environ 200 kilomètres de l'Iran. Aujourd'hui, après de nouvelles frappes, le même pays explique avoir détruit ce même data center. Une opération qui s'inscrirait, toujours selon la même source, dans sa stratégie d'attrition des moyens militaires américains dans la région.

Des attaques similaires ont eu lieu au mois de mars dernier

Les Gardiens de la révolution ont ainsi indiqué, dans un communiqué relayé par les médias nationaux, « avoir pris pour cible et détruit le bâtiment du centre de données de la société américaine Amazon à Bahreïn, qui joue un rôle majeur dans la collecte d'informations pour l'armée américaine », ainsi que s'en fait l'écho Europe 1. Il faut noter que ce n'est pas la première fois que l'Iran attaque des data centers. Au mois de mars, peu après l'attaque surprise du 28 février menée contre les dirigeants iraniens, l'Iran avait déjà ciblé des centres données d'Amazon. L'un au niveau du Bahreïn, et deux autres qui se trouvent du côté des Émirats arabes unis.

APRÈS DES ANNÉES AU SOMMET

Le moteur le plus noble de Mercedes flingué par la norme Euro 7

Depuis les années 90, les modèles les plus haut de gamme de Mercedes se réservaient ce que le constructeur faisait de plus raffiné en termes de motorisation : le V12. Qu'il soit installé dans de grandes berlines, des coupés, des roadsters, voire même dans le Classe G, ce type de moteur était synonyme de performances et de raffinement. Hélas, depuis quelques années, il rimait surtout avec consommation et émissions. L'arrivée de la norme Euro 7 scelle le sort de cette mécanique en Europe.

S'en est définitivement fini des Mercedes V12 en Europe. Année après année, le choix s'était restreint dans la gamme. Après la disparition progressive des 600 et des versions 65 AMG dans les Classe S berline et coupé, les SL ou encore le Classe G, le dernier restylage de la Classe S a eu raison du V12, même chez Maybach. Cette mécanique est très peu diffusée. Il faut dire qu'avec 305 g de CO₂ au kilomètre dans une Classe S, ce moteur s'expose aux pénalités maximales dans la plupart des pays taxant les véhicules polluants. L'adapter aux nouvelles normes d'émissions Euro 7 n'aurait tout simplement pas été rentable pour le constructeur. Déjà en difficulté entre la menace qui pèse sur lui aux États-Unis et la chute du marché chinois, adapter un moteur de niche à la nouvelle réglementation n'est clairement pas à l'ordre du jour.

En Chine, aux États-Unis et au Moyen-Orient, la Maybach S680 restera équipée du V12 6.0 biturbo avec ses 630 ch et 900 Nm de couple. Chez nous, l'appellation S680 perdure avec un V8 4.0 biturbo de 612 ch et 850 Nm. Des versions à peine plus raisonnables sont aussi proposées, comme la S580 avec son V8 de 537 ch et une micro-hybridation de 23 ch. Mercedes propose même sa grande berline en hybride rechargeable avec un six-cylindres de 367 ch associé à un moteur électrique de 150 ch pour une puissance cumulée de 510 ch, mais surtout des émissions de CO₂ de 23 g au kilomètre, de quoi s'épargner le malus de 80 000 € qui touche les autres motorisations en France.

On peut déplorer l'arrêt du V12 Mercedes, mais en le maintenant jusqu'à cette année en Europe et en conti-

nuant de le proposer sur les marchés moins restrictifs en matière de pollution, le constructeur continue de s'aventurer sur un terrain que la plupart de ses concurrents ont abandonné.

Mercedes était en réalité l'un des derniers à résister

Audi s'est retiré du segment des grandes berlines en stoppant son A8 sans remplaçante directe, le Q9 étant plus un concurrent des GLS et BMW X7, par exemple. La berline aux anneaux avait, quoi qu'il en soit, déjà abandonné son W12 de longue date. Le constat n'est guère plus encourageant chez BMW. La Série 7 est toujours présente et rempile même avec un restylage, mais le V12 n'est plus de la partie depuis le dernier changement de génération. Même le V8 n'a plus droit de cité sous le capot de la Bavaroise !

Pour encore profiter d'une berline douze-cylindres ouatée à souhait, il faut désormais se tourner du côté de Rolls-Royce, qui conserve le V12 BMW, mais qui n'est plus disponible chez la marque à l'hélice. Même chez Bentley, le W12 s'est éclipse au profit de V8 hybrides, tout aussi performants, si ce n'est plus, mais le raffinement n'est plus du même niveau. Cette disparition est donc tout ce qu'il y a de plus logique pour Mercedes, qui pratique cette politique depuis plusieurs années déjà sur les modèles inférieurs : moins de V8, une Classe C AMG quatre-cylindres et une généralisation des versions sportives électrifiées, partiellement voire intégralement, comme le démontrent les récentes AMG GT et CLA 45 AMG.



Pendant que les constructeurs européens licencient, BYD va recruter un nombre invraisemblable de salariés

Malgré un marché chinois qui s'est écroulé de 23 % au premier semestre 2026, les constructeurs chinois continuent leur course frénétique. Entre une concurrence féroce et un rythme effréné de nouveautés, les constructeurs continuent de recruter des salariés supplémentaires. BYD lance une campagne de recrutement importante en Chine : l'entreprise ouvre 9 000 postes supplémentaires à différents échelons. Une fois de plus, le géant chinois avance à contre-courant de ses concurrents européens. BYD a besoin de 9 000 employés supplémentaires alors que le contexte est loin d'être optimal. Bien que la marque ait ouvert des usines au Brésil, en Thaïlande et, prochainement, en Hongrie, l'essentiel de son activité reste en Chine. Il pourrait alors sembler logique que la marque

recrute dans ce pays. Pourtant, les indicateurs sont relativement contrastés pour le constructeur. D'un côté, les ventes sur le marché intérieur se tassent. Certes, la clientèle jeune est friande de voitures neuves et en achète à un rythme soutenu, comme en témoigne la moyenne d'âge du parc (1,8 an pour les électriques). Cependant, le trop grand nombre de nouveautés, une centaine par mois, commence à lasser la clientèle, qui s'y perd et achète moins. D'un autre côté, la stratégie consistant à se tourner vers l'export commence à porter ses fruits. Au premier semestre 2026, BYD a exporté 789 400 voitures, un chiffre en hausse de 70 % sur un an et qui s'inscrit dans une dynamique agressive. Déjà en 2025, les exportations avaient augmenté de 145 % par rapport à 2024. Au vu des ventes

chinoises, toutes les marques présentes dans le pays se retrouvent dans des situations similaires, parfois avec succès comme Tesla, et d'autres avec beaucoup moins. Quoi qu'il en soit, la situation de BYD peut laisser beaucoup de concurrents rêveurs, en particulier du côté des Européens. Les marques allemandes font partie des dernières à s'accrocher au marché chinois, et celui-ci ne leur fait pas de cadeau. Les ventes de Porsche se sont effondrées et le réseau a tendance à disparaître, tandis que le pari de Mercedes de miser sur le luxe ne semble pas suffisant pour compenser la perte de volume.

Des recrutements pour la productivité immédiate et tenir sur la durée

Le plan de recrutement de BYD est réparti sur trois échelons dans deux

usines de la zone industrielle de Shenshan. Pour son usine de Xiaomo, l'entreprise recherche 4 800 employés pour la production avec des postes de tôliers, de techniciens habitacle et de personnel logistique pour les entrepôts. À l'échelon supérieur, la marque recrute 1 200 employés pour des postes d'opérateurs d'assemblage, de soudeurs et de techniciens spécialisés dans les matériaux moussés (plastiques d'habitacle, sièges, etc.). Enfin, BYD recherche 2 000 réglieurs de machines-outils et soudeurs pour son usine d'Ebu. À un niveau plus élevé, des postes de concepteurs de moules sont également ouverts pour le développement de futurs modèles. Pour ordre d'idée, les rémunérations vont de 5 000 yuans (environ 650 €) jusqu'à 20 000 yuans (approximativement 2 600 €).

Une fois ces recrutements menés à bien, le parc industriel de BYD à Shenshan devrait encore monter en puissance avec un chiffre d'affaires annuel estimé à 220 milliards de yuans (28,5 milliards d'euros). En 2025, les sites du constructeur dans cette zone ont produit près de 300 000 voitures. Encore une fois, de quoi rendre jaloux les Européens. On pense notamment à Volkswagen, dont aucune usine allemande ne tourne à plein régime, d'où le programme de réduction des coûts drastique. Une baisse due non seulement au recul des ventes en Chine, mais aussi à la concurrence des marques de ce pays en Europe. Ajoutez à cela une politique anti-voitures chinoises aux États-Unis et il semblerait bien que tout le monde, ou presque, craigne BYD et ses compatriotes.

Mots fléchés

REMISE EN JEU		PETITE QUANTITÉ JOUR DE CONGÉ		JOUE EN LIGUE 1 ISOLÉ		PREMIER DE LIGUE		PSYCHANA- LYSTE		LANCEUR DE TUBES PETIT SAINT		DANS LES GRADINS MOI	
						FAUTE DE JEU GRAND NUMÉRO							
VIEUX DO FAITS ET GESTES			BOISSON ÉPOQUE					POUR LIER ENFON- CENT LES PORTES			GRAND PRIX GERMAIN		
					VANITEUX SATISFERAI					SIGNAL SONORE CONIFÈRE			
PROCHES PARENTS		RENOVYÉ STADE FRANÇAIS										NATU- RELLES	
						PASSE AVANT NOUS			DÉCAMPER RÉCALCI- TRAIT				
POSTE DE JEU	ARRIÉRÉ		BLANCHIS- SERIE ARCHIVES DE LA TÉLÉ							EXPLOSIF OISEAUX MARINS			
						CELLULE GRISE							
TALENT N°10 FRANÇAIS				CARTE À PUCE CAPRICE ENFANTIN			STRIER MOUSSEUX ITALIEN						
						CONTINENT LASSITUDE					CACHÉ		GRAVÉ
MÉTAL CURIEUSE			UNITÉS DE SURFACE GRANDE FÊTE					ETHNIE DU RWANDA 11 JOUEURS					
									APPRIIS			RENDRE HOMMAGE	
ÉQUIPE DE FRANCE	MÉGA- OCTET DIVISION			INJUSTE CONDITION PHYSIQUE							SCANDIUM AU LABO MAUVAIS GESTE		
					ÎLE BRETONNE		GARÇONS D'ÉCURIE		VEDETTE DÉMONS- TRATIF				
REPTILE		HERBE AROMA- TIQUE ABIMÉ								PAPIER D'EMBAL- LAGE PLAISANTE			
						ESQUISSES FAMILIER POUR ÉDOUARD							
COUTUMES JOURS DE MATCHES			PAS TRÈS CHAUD						PETITE ÎLE				
								VOLUME DE BOIS					

Le baril de Brent à 96,78 dollars

Les prix du pétrole ont reflué vendredi après leur envolée cette semaine. Le baril de Brent s'est établi à 96,78 dollars. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, a chuté de 3,88% à 96,78 dollars. Il a perdu jusqu'à 5% en séance, tombant au plus bas à 95,13 dollars. La veille, il avait dépassé le seuil symbolique des 100 dollars pour la première fois depuis le mois de mai. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a reculé de 3,12% à 89,31 dollars.



TOURISME SAHARIEN
Plus de 19.700
touristes cette
saison à Illizi

Plus de 19.755 touristes étrangers et nationaux ont convergé, depuis le début de la saison touristique saharienne (octobre 2025 à avril 2026), vers la wilaya d'Illizi, a indiqué samedi la direction locale Tourisme et de l'Artisanat (DTA). Ce nombre d'affluents dans cette région, aux importantes potentialités naturelles, archéologiques et culturelles, est composé de 11.460 touristes nationaux et 8.295 étrangers de différentes nationalités, dont 7.292 ont rallié la région via des agences touristiques et de voyages, alors qu'un nombre de plus de 1.000 touristes étrangers ont été hébergés, durant la même saison, par les structures d'accueil, hôtelières et auberges, a détaillé le DTA, Mohamed Ali Ouidane. L'on relève, à ce titre, que les agences de tourisme et de voyages établies dans la région ont accueilli, durant cette saison, 351 touristes étrangers, ayant rallié directement la région, en sus de 6.941 autres étrangers arrivés à Illizi via d'autres agences touristiques opérant dans d'autres wilayas du pays, traduisant, ainsi, l'intérêt grandissant pour la wilaya d'Illizi. S'agissant de l'hébergement de ce flux touristique, le responsable a indiqué que plus de 12.463 touristes ont été accueillis par les structures d'accueil, dont 7.434 dans les établissements hôteliers et 5.029 dans les auberges, pour un total de 2.217 nuitées enregistrées cette saison au niveau des structures hôtelières. M. Ouidane a expliqué que cette affluence confirme que la wilaya d'Illizi figure parmi les importantes destinations touristiques sahariennes du pays eu égard à ses atouts naturels, ses sites archéologiques et culturels, ses circuits féériques, appuyés des efforts conjugués par les agences touristiques et de voyages et les structures d'accueil pour assurer un séjour agréable aux touristes.

APS

ELLE AVAIT ATTEINT 45,8 MILLIARDS DE M³ À FIN MAI 2026
La production algérienne de gaz grimpe de 6 %

Par S. R.

La production algérienne de gaz naturel poursuit sa progression en 2026. Après cinq mois consécutifs de hausse, elle a enregistré une croissance de plus de 6 % en mai par rapport à la même période de l'année précédente, confirmant la dynamique du secteur et le rôle stratégique de l'Algérie sur le marché gazier international. La production nationale s'est établie à 8,342 milliards de mètres cubes durant le mois de mai, contre 7,858 milliards de mètres cubes un an auparavant, soit une hausse de 484 millions de mètres cubes. Ce volume correspond à une production moyenne de 9,5 milliards de pieds cubes par jour, contre 8,95 milliards de pieds cubes quotidiens en mai 2025. Cette progression s'est traduite par une hausse de la production cumulée depuis le début de l'année. Entre janvier et fin mai 2026, celle-ci a atteint 45,841 milliards de mètres cubes, en augmentation de 5 % par rapport aux 43,605 milliards de mètres cubes enregistrés à la même période de 2025, selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Les données mensuelles illustrent également le maintien d'un rythme de production soutenu. Janvier demeure le mois le plus performant avec 10,437 milliards de mètres cubes produits, suivi de mars (9,669 milliards), février (8,946 milliards), avril (8,447 milliards) et mai (8,342 milliards de mètres cubes). Le niveau atteint en janvier constitue d'ailleurs le plus élevé enregistré depuis le pic historique de 13,177 milliards de mètres cubes réalisé en mars 2023.

La hausse de la production s'est accompagnée d'une progression plus modérée de la consommation intérieure. Celle-ci a atteint 3,526 milliards de mètres cubes en mai 2026, contre 3,486 milliards durant le même mois de l'année précédente, soit une augmentation de 1,1 %. Cette évolution est principalement portée par les centrales de production d'électricité, dont la consommation de gaz est passée de 1,606 à 1,737 milliard de mètres cubes en un an. Le gaz naturel continue ainsi d'occuper une place prépondérante dans le mix électrique national, où il représente près de 99 % de la production d'électricité. Cette montée en puissance de la production conforte également les ambitions de l'Algérie de renforcer sa présence sur le marché européen. Selon des informations relayées par la plateforme spécialisée, Alger aurait donné un accord de principe pour augmenter ses exportations de gaz vers l'Espagne de 10 à 15 % à partir du début de l'année 2027. Cette hausse reposerait principalement sur le gazoduc Medgaz, dont la capacité fait actuellement l'objet de négociations entre les deux parties afin d'être portée de 28 à près de 32 millions de mètres cubes par jour. Les mêmes sources indiquent que les discussions portent également sur une revalorisation du prix du gaz algérien vendu à l'Espagne, avec une augmentation qui ne dépasserait pas 10 %. La bonne tenue de la production s'est également reflétée dans les exportations. En mai 2026, les exportations algériennes de gaz, combinant les volumes acheminés par gazoducs et ceux de gaz naturel liquéfié (GNL), ont progressé de

plus de 11 % pour atteindre 4,528 milliards de mètres cubes, contre 4,064 milliards de mètres cubes durant le même mois de 2025. Les exportations par gazoducs demeurent la principale composante des ventes extérieures, avec 3,209 milliards de mètres cubes exportés en mai, contre 2,866 milliards de mètres cubes un an auparavant. Les expéditions de GNL ont également progressé, passant de 1,198 à 1,320 milliard de mètres cubes. Sur l'ensemble du premier semestre, les exportations de gaz naturel liquéfié présentent toutefois une évolution plus contrastée. Le dernier rapport de l'Unité de recherche sur l'énergie fait état d'un recul de 6,5 %, avec un volume exporté de 4,47 millions de tonnes, soit environ 6,1 milliards de mètres cubes, contre 4,78 millions de tonnes durant la même période de 2025. Ce repli est néanmoins intervenu malgré un redressement enregistré au deuxième trimestre, au cours duquel les expéditions de GNL ont atteint 2,43 millions de tonnes. La Turquie demeure le premier client de l'Algérie pour le gaz naturel liquéfié. Au cours du premier semestre 2026, elle a importé 1,55 million de tonnes de GNL algérien. Elle est suivie par la France avec 1,31 million de tonnes, l'Italie avec 520 000 tonnes, le Royaume-Uni avec 350 000 tonnes et l'Espagne avec 300 000 tonnes. À elles seules, ces cinq destinations ont absorbé plus de 90 % des exportations algériennes de GNL, confirmant la place prépondérante des marchés européen et turc dans la stratégie d'exportation gazière de l'Algérie.

ÉDUCATION

Les nouveautés de la rentrée scolaire 2026/2027

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a annoncé, hier à Alger, un ensemble de dispositions pédagogiques, en prévision de l'année scolaire 2026/2027, dont la programmation de la langue anglaise en 3e année primaire et le renforcement de son volume horaire, notamment dans les spécialités techniques. Dans une allocution à l'ouverture de la conférence nationale annuelle de préparation de la prochaine rentrée scolaire, le ministre a dévoilé des "dispositions d'amélioration" qui seront mises en œuvre dès la nouvelle rentrée scolaire, suivant un calendrier qui s'étalera sur deux à trois années si nécessaire. Ces améliorations consistent, selon le ministre, à ajuster certaines matières pour certaines années et cycles d'en-

seignement, en phase avec les exigences de l'acquisition et en cohérence avec la spécialisation de la filière. Ainsi, il a été décidé de "programmer la langue anglaise en 3e année primaire et la langue française à partir de la 4e année primaire, aux côtés de l'anglais", outre "le renforcement du volume de l'enseignement de la langue anglaise, notamment dans les spécialités techniques". Il a été également décidé de "réajuster et de réaménager certaines matières pour certaines années et cycles d'enseignement, afin de répondre aux exigences de l'acquisition scientifique et de la spécialisation des filières d'enseignement secondaire, notamment en consacrant un volume horaire plus grand pour les travaux pratiques dans les classes de fin de cycle", en sus de "l'amélioration continue et graduée

des programmes scolaires, assurant ainsi un environnement scolaire qui incite à l'innovation". Le ministre a, en outre, fait état de "l'organisation de l'enseignement secondaire en filières", avec l'introduction d'une nouvelle filière, à savoir "l'informatique", en sus de la promotion "de la mise en place de clubs scientifiques et de clubs de robotique et de l'Intelligence artificielle (IA) dans les établissements éducatifs, et dont le nombre s'élève actuellement à 12.574 clubs scientifiques, à 95 clubs de robotique et à 99 clubs de l'IA". "Dans le cadre de la mise en œuvre de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministère de l'Éducation nationale s'emploie à élargir le réseau des structures scolaires en fonction des besoins du secteur", a-t-il souligné, ex-

pliquant que ce point justifiait "le budget important dont a bénéficié le secteur, ce qui a permis de poursuivre la construction d'établissements scolaires pour répondre à la demande imposée par la hausse croissante du nombre d'élèves accueillis à chaque année scolaire". Et d'ajouter que le ministère œuvre à "l'amélioration des conditions socio-professionnelles des personnels du secteur, notamment grâce aux augmentations prévues par le régime indemnitaire et le statut particulier, des opérations, a-t-il dit, que le secteur a veillé à leur mise en œuvre dans les délais impartis, tout en assurant la poursuite des efforts visant à consolider ces acquis.

Synthèse R N.